EMPIRE CHÉRIFIEN

PROTECTORAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU MAROC

Bulletin Officiel

Abonnements :

		ÉDITION	
		PARTIELLE	COMPLÈTE
Zone française et Tanger	Un an..	1.100 fr.	2.200 fr.
	6 mois..	700 »	1.400 »
France et Colonies	Un an..	1.350 »	2.700 »
	6 mois..	900 »	1.600 »
Étranger	Un an..	2.300 »	4.000 »
	6 mois..	1.350 »	2.400 »

Changement d'adresse : 25 francs,
indiquer l'ancienne adresse ou joindre une bande

LE « BULLETIN OFFICIEL » PARAÎT LE VENDREDI

L'édition complète comprend :

- 1° Une première partie ou édition partielle : dahirs, arrêtés, ordres, décisions, circulaires, avis, informations, statistiques, etc.
- 2° Une deuxième partie : publicité réglementaire, légale et judiciaire (immatriculation des immeubles, délimitation des terres domaniales et collectives, avis d'adjudication, d'enquête, etc.).

Les abonnements sont reçus à l'Imprimerie Officielle,
avenue Jean-Mermoz, à Rabat.

Tous règlements doivent être effectués à l'adresse du Régisseur-comptable
de l'Imprimerie Officielle (compte chèques postaux n° 101-16, à Rabat).

AVIS. — Il n'est pas assuré d'abonnement avec effet rétroactif.
Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

Prix du numéro :

- Première ou deuxième partie..... 35 fr.
- Edition complète 55 fr.
- Années antérieures :
Prix ci-dessus majorés de 50 %

Prix des annonces :

- Annonces légales, } La ligne de 27 lettres :
réglementaires } 90 francs
et judiciaires }
- (Arrêté résidentiel du 31 janvier 1952.)

Les tables annuelles, analytique et chrono-
logique, sont délivrées gratuitement aux
abonnés de l'année.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au « Bulletin Officiel » du Protectorat.

SOMMAIRE

Pages

TEXTES GÉNÉRAUX

Pupilles de la Nation.

Arrêté résidentiel du 22 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 5 avril 1939 relatif à l'attribution aux pupilles de la Nation de subventions d'entretien, d'apprentissage, de bourses d'études, de subventions d'études, de subventions pour les soins médicaux, de subventions pour vacances, de prêts et subventions remboursables 1616

Protection civile.

Arrêté résidentiel du 24 octobre 1955 relatif au statut du personnel de la protection civile 1618

Tapis. — Estampille d'État.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 24 octobre 1955 fixant l'estampille d'État pour les tapis modernes . 1619

Publications licencieuses.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 24 octobre 1955 interdisant l'exposition et la diffusion sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public de toute publication contraire à la moralité publique 1619

Accidents du travail.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2239, du 23 septembre 1955, pages 1414, 1416 et 1417 1619

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 22 octobre 1955 déterminant le texte à afficher du résumé du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail 1620

Substances vénéneuses.

Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille du 15 octobre 1955 modifiant l'arrêté directeur du 21 juin 1955, pris en application de l'article 34 du dahir du 2 décembre 1922 portant règlement sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses 1621

TEXTES PARTICULIERS

Salé. — Echange immobilier.

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 24 octobre 1955 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Salé et un particulier 1622

Hydraulique.

Arrêté du directeur des travaux publics du 17 octobre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de Si Driss Lahlou, demeurant 51, rue Augustin-Sourzac, Roches-Noires, Casablanca 1622

Arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1955 portant ouverture d'enquête sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur certaines résurgences du lit de l'oued Ouham (cercle des Rehamna), au profit de M. Th. Priour, demeurant aux Skhour-des-Rehamna .. 1622

Port-Lyautey. — Acquisition et aliénation immobilières.

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 23 septembre 1955 approuvant une acquisition et une aliénation immobilières effectuées par les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie de Port-Lyautey 1622

Handwritten signature or initials.

**ORGANISATION ET PERSONNEL
DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

TEXTES COMMUNS.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2207 (bis), du 15 février 1955, page 230 1622

TEXTES PARTICULIERS.

Direction des services de sécurité publique.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 14 octobre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel du service pénitentiaire dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement 1623

Direction des finances.

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 octobre 1955 ouvrant les épreuves des examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique 1623

Arrêté du directeur des finances du 17 septembre 1955 fixant le nombre des emplois d'inspecteur central de 1^{re} catégorie dans l'administration des douanes et impôts indirects 1623

Arrêté du directeur des finances du 6 octobre 1955 modifiant l'arrêté du 23 novembre 1949 fixant les conditions et le programme du concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire de la direction des finances 1623

Direction du commerce et de la marine marchande.

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 14 octobre 1955 portant ouverture d'un examen technique d'aptitude pour le recrutement d'un perforeur-vérifieur sur machines à cartes perforées de la direction du commerce et de la marine marchande 1624

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 14 octobre 1955 portant ouverture d'un examen d'aptitude en vue de l'obtention du brevet d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées de la direction du commerce et de la marine marchande 1624

Office des postes, des télégraphes et des téléphones.

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 10 octobre 1955 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de cet office dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement 1625

Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

Arrêté résidentiel du 21 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 formant statut des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre 1626

Arrêté résidentiel du 21 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre 1626

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Haute administration 1626

Nominations et promotions 1626

Admission à la retraite 1639

Résultats de concours et d'examens 1639

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours pour l'emploi de perforeur-vérifieur sur machines à cartes perforées 1639

Avis relatif au préstage 1639

Avis de concours pour l'emploi d'inspecteur adjoint stagiaire des cadres extérieurs de la direction des finances 1640

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs dans diverses localités 1640

TEXTES GÉNÉRAUX

Arrêté résidentiel du 22 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 5 avril 1939 relatif à l'attribution aux pupilles de la Nation de subventions d'entretien, d'apprentissage, de bourses d'études, de subventions d'études, de subventions pour les soins médicaux, de subventions pour vacances, de prêts et subventions remboursables.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 19 août 1938 sur l'organisation financière de l'Office marocain des mutilés, combattants, victimes de la guerre et pupilles de la Nation ;

Vu l'arrêté résidentiel du 12 mai 1945 déterminant la composition, l'organisation et le fonctionnement dudit office, et les textes qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté résidentiel du 26 mai 1948 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 5 avril 1939 relatif à l'attribution aux pupilles de la Nation de subventions d'entretien, d'apprentissage, de bourses d'études, de subventions d'études, de subventions pour les soins médicaux, de subventions pour vacances, de prêts et subventions remboursables, tel qu'il a été modifié par les arrêtés résidentiels du 24 mai 1948 et du 20 décembre 1951,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 9 de l'arrêté résidentiel susvisé du 5 avril 1939, modifié par les arrêtés résidentiels du 24 mai 1948 et du 20 décembre 1951, est modifié à nouveau ainsi qu'il suit :

« Article 9. — Les subventions, les bourses et les prêts sont accordés par décision du directeur de l'Office après avis de la commission permanente, sauf en ce qui concerne les subventions et les prêts n'excédant pas 20.000 francs par an, pour une même personne, qui peuvent être accordés par le directeur de l'Office.

« En cas d'urgence, le directeur de l'Office pourra attribuer des subventions et des prêts supérieurs à 20.000 francs. La décision du directeur de l'Office sera alors soumise à la ratification de la commission permanente à sa prochaine réunion. »

Rabat, le 22 octobre 1955.

BOYER DE LATOUR.

**Arrêté résidentiel du 24 octobre 1955
relatif au statut du personnel de la protection civile.**

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 30 avril 1955 relatif à la protection civile, notamment son article 7 ;

Vu le dahir du 11 mai 1931 sur les réquisitions à effectuer pour le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques, et le dahir du 23 novembre 1954 qui l'a complété ;

Vu le dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre et les dahirs qui l'ont modifié et complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 juin 1937 relatif au statut du personnel de la défense passive ;

Vu l'arrêté résidentiel du 17 avril 1939 relatif aux engagements ;

Vu l'arrêté résidentiel du 1^{er} février 1955 relatif au statut du requis,

ARRÊTE :

CHAPITRE PREMIER.

DÉFINITION ET RECRUTEMENT DES PERSONNELS POUR LE TEMPS DE PAIX.

ARTICLE PREMIER. — Le personnel de la protection civile pour le temps de paix comprend des personnels spécialisés, des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des collectivités et services publics, du personnel volontaire, du personnel requis.

ART. 2. — Les personnels spécialisés sont chargés d'assurer la préparation et l'organisation de la protection civile aux échelons central, régional et local.

Ils sont recrutés parmi les fonctionnaires et agents civils et militaires en activité de service ou en retraite. Certains peuvent cumuler les attributions qui leur sont dévolues au titre de la protection civile avec les fonctions administratives dont ils sont chargés.

La désignation et l'affectation de ce personnel sont prononcées par le Résident général ou, pour les catégories de personnel définies par lui, par les chefs de région.

ART. 3. — Les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des collectivités et services publics qui sont appelés à intervenir dans le cadre de la protection civile en cas de sinistre important ou d'exercice sont notamment choisis parmi les personnels des administrations centrales, régionales ou locales de l'État, des collectivités et services publics suivants :

- direction de l'intérieur ;
- direction de la santé publique et de la famille ;
- direction des travaux publics ;
- direction des services de sécurité publique ;
- office chérifien des postes, télégraphes et téléphones ;
- municipalités.

Leur désignation, leur affectation et leur convocation sont effectuées par les autorités de contrôle, en accord avec les représentants régionaux et locaux des services intéressés.

ART. 4. — Le personnel volontaire, masculin ou féminin, est recruté par acte d'engagement renouvelable chaque année ; l'autorisation paternelle est requise pour les mineurs de vingt et un ans, ainsi que l'autorisation maritale pour les femmes mariées.

Les mineurs de seize ans, les fonctionnaires, agents et ouvriers visés à l'article 3 et affectés au service de protection civile, ne peuvent souscrire d'engagement volontaire.

Le modèle d'engagement est fixé par une instruction résidentielle.

ART. 5. — Les personnels requis individuellement ou collectivement pour les besoins de la protection civile en application de l'article 4, 3^e alinéa, du dahir susvisé du 30 avril 1955, comprennent notamment les personnels des entreprises spécialisées, telles que travaux publics, déblaiement, transports, etc.

Leur réquisition est prononcée conformément aux dispositions du dahir du 11 mai 1931 et effectuée par ordre de réquisition conforme à l'un des modèles joints en annexe au présent arrêté.

CHAPITRE II.

DÉFINITION ET RECRUTEMENT DES PERSONNELS POUR LE TEMPS DE GUERRE OU DANS LES CAS PRÉVUS AU TITRE PREMIER DU DAHIR DU 13 SEPTEMBRE 1938.

ART. 6. — Le personnel de la protection civile pour le temps de guerre ou dans les circonstances prévues au titre premier du

dahir du 13 septembre 1938 comprend des personnels spécialisés, des fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des collectivités et services publics, du personnel requis et du personnel volontaire.

ART. 7. — Les personnels spécialisés comprennent les personnels de protection civile du temps de paix non appelés sous les drapeaux.

ART. 8. — Les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des collectivités et services publics non appelés sous les drapeaux peuvent être employés à titre permanent ou temporaire dans les formations de la protection civile.

Ils sont désignés, convoqués et affectés par les autorités de contrôle, en accord avec les représentants régionaux et locaux des services intéressés.

ART. 9. — Le personnel volontaire est recruté par acte d'engagement contracté pour la durée de la guerre, dans les conditions prévues par l'arrêté résidentiel susvisé du 17 avril 1939.

Ne peuvent contracter d'engagement :

- les personnels appelés sous les drapeaux en exécution de la loi sur le recrutement ;
- les personnels placés en affectation spéciale ;
- les personnels spécialisés visés à l'article 7 ci-dessus ;
- les fonctionnaires, agents et ouvriers visés à l'article 8 et affectés à un service de protection civile ;
- le personnel sanitaire désigné ou requis dans les conditions prévues par l'article 11 ci-après ;
- les mineurs de seize ans.

ART. 10. — Les personnes non comprises dans l'une des catégories visées aux articles 7, 8 et 9 ci-dessus ainsi que les hommes appartenant à la deuxième réserve mais non appelés sous les drapeaux peuvent être requis dans les conditions prévues par le dahir susvisé du 13 septembre 1938 ; leur réquisition est prononcée en vertu d'un ordre de réquisition conforme à l'un des modèles joints en annexe.

ART. 11. — Dans le cadre des dispositions d'ensemble du présent arrêté, la participation, aux activités de la protection civile, du personnel sanitaire, tel que médecins, chirurgiens, pharmaciens, dentistes, sages-femmes, assistantes sociales, infirmiers, infirmières, et, d'une façon générale, de l'ensemble du personnel médical et para-médical, fait l'objet d'instructions particulières du directeur de la santé publique et de la famille, en accord avec les autorités responsables de la protection civile, notamment à l'échelon régional et local.

CHAPITRE III.

DROITS DES PERSONNELS.

ART. 12. — Le requis a droit à une indemnité journalière ; elle est due à partir du moment où le requis part de son domicile jusqu'au moment où il y revient après la levée de la réquisition.

Le montant de l'indemnité est fixé dans les conditions prévues à l'article 16 ci-dessous.

En cas de désaccord entre l'autorité requérante et le requis sur le chiffre de l'indemnité journalière, celle-ci est fixée par le chef de région, après avis d'une commission qui comprend un représentant de l'autorité requérante et une personnalité française ou marocaine, suivant que le requis n'est pas ou est sujet marocain, ce dernier membre étant désigné par le chef de région.

Les engagés volontaires perçoivent l'indemnité journalière visée ci-dessus.

Les fonctionnaires, agents et ouvriers de l'État, des collectivités et services publics ne peuvent prétendre à cette indemnité que si leur activité, au titre de la protection civile, est exercée en dehors des horaires normaux de travail.

Les personnels de cette catégorie qui perçoivent un salaire horaire ou aux pièces y ont également droit pour compenser le manque à gagner pouvant résulter de leur participation aux activités de protection civile pendant les heures de travail.

ART. 13. — Des indemnités de nuit sont attribuées aux personnels de protection civile visés à l'article 12 ci-dessus lorsqu'ils participent aux activités de protection civile entre 20 heures et 8 heures.

ART. 14. — Les personnels de la protection civile peuvent bénéficier d'indemnités de déplacement et d'une indemnité de risque exceptionnel.

L'indemnité de déplacement est allouée à tous les personnels effectuant des déplacements dans l'exercice de leurs fonctions de protection civile.

L'indemnité de risque exceptionnel est attribuée en temps de guerre au personnel accomplissant une mission de protection civile au cours d'opérations terrestres, maritimes ou aériennes comportant des risques exceptionnels résultant notamment de bombardements.

Cette indemnité peut être également attribuée au personnel accomplissant en temps de paix une mission comportant des risques exceptionnels.

ART. 15. — A l'exception des catégories de personnels qui bénéficient d'un régime spécial, le personnel de la protection civile, notamment les requis et les volontaires, ainsi que ses ayants droit, est indemnisé par l'Etat, dans les conditions prévues par la législation sur les accidents du travail, pour tout dommage subi dans l'accomplissement du service.

Un arrêté du secrétaire général du Protectorat déterminera les modalités d'indemnisation du personnel victime d'accidents ou ayant

contracté une maladie par le fait ou à l'occasion du service, ainsi que de ses ayants droit.

La responsabilité de l'Etat et des personnels de la protection civile sera appréciée, au cas de dommages causés par ces personnels, conformément aux dispositions des articles 79 et 80 du dahir formant code des obligations et contrats.

ART. 16. — Les taux et les conditions d'imputation et d'attribution des différentes rémunérations et indemnités visées aux articles 12, 13 et 14 ci-dessus sont également déterminés par un arrêté du secrétaire général du Protectorat.

ART. 17. — Une instruction résidentielle précisera les modalités d'application du présent arrêté, notamment en ce qui concerne les conditions de reconsement, de convocation, d'immatriculation, d'emploi et de libération du personnel, les obligations, sanctions, récompenses intéressant ce personnel, et qui sont prévues à l'article 7 du dahir susvisé du 30 avril 1955.

ART. 18. — L'arrêté résidentiel susvisé du 30 juin 1937 est abrogé.

Rabat, le 24 octobre 1955.

BOYER DE LATOUR.

*
*
*

ANNEXE I.

Modèle d'ordre de réquisition individuelle.

En exécution des prescriptions des articles 4 et 6 du dahir du 30 avril 1955 relatif à la protection civile,

Vu l'arrêté résidentiel du 24 octobre 1955 relatif au statut du personnel de la protection civile, notamment ses articles 5 et 10,

M. (nom et prénoms),
né(e) le, à,
est requis(e) pour tenir un emploi de protection civile.

Il (ou elle) se présentera le, à heures,
au (1), à (2), pour être
employé(e) en qualité de, jusqu'à (3)

L'inexécution des présentes dispositions entraînerait les sanctions prévues (4) :

- en temps de paix, à l'article 5 du dahir du 11 mai 1931 sur les réquisitions à effectuer pour le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques ;
- en temps de guerre, à l'article 20 du dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre.

Nota. — L'intéressé(e) a droit au remboursement des frais de transport pour se rendre au lieu de convocation.

A, le

Le (5)

- Autorité à la disposition de laquelle le requis est mis.
- Adresse et localité.
- Nouvel ordre ou date.
- Amendes et emprisonnement.
- Autorité requérante.

ANNEXE II.

Modèle d'ordre de réquisition collective.

En exécution des prescriptions des articles 4 et 6 du dahir du 30 avril 1955 relatif à la protection civile,

Vu l'arrêté résidentiel du 24 octobre 1955 relatif au statut du personnel de la protection civile, notamment ses articles 5 et 10,

Le personnel (ou les catégories énumérées ci-après du personnel) d.. (1),
dont le siège est à,
est requis(e) collectivement au titre de la protection civile.

Ce personnel se présentera le, à heures,
au (2), à (3), pour être
employé à, jusqu'à (4)

L'inexécution des présentes dispositions entraînerait les sanctions prévues (5) :

- en temps de paix, à l'article 5 du dahir du 11 mai 1931 sur les réquisitions à effectuer pour le maintien de la sécurité, de la tranquillité et de la salubrité publiques ;
- en temps de guerre, à l'article 20 du dahir du 13 septembre 1938 sur l'organisation générale du pays pour le temps de guerre.

Nota. — Les intéressés(ées) ont droit au remboursement des frais de transport pour se rendre au lieu de convocation.

A, le

Le (6)

- Société, entreprise, groupement...
- Autorité à la disposition de laquelle le personnel requis est mis.
- Adresse et localité.
- Nouvel ordre ou date et heure.
- Amendes et emprisonnement.
- Autorité requérante.

**Arrêté du directeur général de l'intérieur du 24 octobre 1955
fixant l'estampille d'Etat pour les tapis modernes.**

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 13 octobre 1947 instituant une estampille d'Etat pour garantir l'authenticité d'origine, la bonne qualité et le caractère spécifiquement marocain de certains articles ressortissant à la production artisanale ou à la production manufacturée de caractère artistique ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 octobre 1947 relatif à l'application du dahir du 13 octobre 1947 aux tapis marocains de la production artistique et de la production manufacturée de caractère artistique ;

Vu l'arrêté du directeur de l'intérieur du 9 décembre 1947 fixant les modalités d'application de l'arrêté viziriel du 13 octobre 1947 relatif à l'application du dahir du 13 octobre 1947 aux tapis marocains de la production artisanale et de la production manufacturée de caractère artistique ;

Vu l'arrêté du directeur de l'intérieur du 24 février 1949 modifiant l'article premier de l'arrêté directorial du 9 décembre 1947 ;

Vu le dahir du 2 avril 1955 instituant une estampille d'Etat pour garantir l'authenticité d'origine et la bonne qualité des tapis marocains de conception nouvelle,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté directorial susvisé du 9 décembre 1947 est modifié à nouveau ainsi qu'il suit :

« Article premier. —

« c) Tapis modernes :

« Qualité courante :

« 13 à 15 points au décimètre en largeur (au minimum) ;

« 13 à 15 points au décimètre en hauteur (au minimum) ;

« Qualité moyenne :

« 16 à 20 points au décimètre en largeur (au minimum) ;

« 16 à 20 points au décimètre en hauteur (au minimum).

« Les tapis de la catégorie c) peuvent être classés « qualité supérieure » s'ils comptent plus de 40.000 points au mètre carré ou « s'ils pèsent plus de 3 kilos au mètre carré.

« Dans les cas prévus pour les tapis citadins et les tapis berbères (paragr. a et b ci-dessus), le tapis présenté doit répondre aux conditions générales définies à l'article 3 de l'arrêté viziriel du 13 octobre 1947 et ne présenter aucun défaut rédhibitoire tel que : « laine mal filée, chaîne trop clairsemée, trame insuffisamment tassée, tissage lâche, lisière glissante, chef vague, non arrêté, franges non nouées ou tressées, irrégularités dans la texture, poches, lisières sinueuses et non parallèles, etc.

« Dans le cas prévu pour les tapis modernes c) ci-dessus, le tapis présenté doit répondre aux conditions définies à l'article premier du dahir du 2 avril 1955, ainsi qu'aux conditions générales définies à l'article 3 de l'arrêté viziriel du 13 octobre 1947, sauf en ce qui concerne les chefs qui peuvent être ourlés sans franges. »

ART. 2. — L'estampillage des tapis est effectué au siège de l'inspection régionale ou agence du service des métiers et arts marocains, dans les localités ci-après désignées : Azrou, Casablanca, Chichaoua, Fès, Marrakech, Meknès, Ouarzazate, Oujda, Rabat-Salé et Tazenakhte.

Rabat, le 24 octobre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur.

Le directeur adjoint.

CAPITANT.

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 24 octobre 1955 interdisant l'exposition et la diffusion sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public de toute publication contraire à la moralité publique.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le dahir du 24 août 1948 complétant, en vue de la protection de la moralité publique, le dahir du 5 décembre 1939 ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1948 relatif à l'application du dahir précité,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est interdite l'exposition sur les voies publiques et dans tous les lieux ouverts au public, ainsi que la diffusion par quelque moyen que ce soit sur les voies publiques, des publications :

Coup d'OEil et L'Ile du Levant.

ART. 2. — Les commissaires, chefs de sûretés régionales, les officiers de police judiciaire placés sous leurs ordres, les officiers de gendarmerie et les commandants de brigade de gendarmerie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 24 octobre 1955

P.-J. PETITJEAN.

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2239, du 23 septembre 1955, pages 1414, 1416 et 1417.

Dahir du 13 août 1955 (24 hija 1374) modifiant et complétant le dahir du 25 juin 1937 (25 hija 1345) relatif à la réparation des accidents du travail.

Page 1414. — ART. 3, § 4° du 1^{er} alinéa (6° alinéa du b) :

Au lieu de :

« S'il y a des enfants de plusieurs lits, tous orphelins de père ou de mère, le montant de leurs rentes est calculé globalement pour l'ensemble des enfants des divers lits, d'après le pourcentage applicable à cet ensemble en vertu du premier alinéa du paragraphe 4°, a), ci-dessus ; » ;

Lire :

« S'il y a des enfants de plusieurs lits, tous orphelins de père ou de mère, le montant de leurs rentes est calculé globalement pour l'ensemble des enfants des divers lits, d'après le pourcentage applicable à cet ensemble en vertu du premier alinéa du paragraphe 4°, b), ci-dessus ; »

Page 1416. — ART. 16, 9° alinéa :

Au lieu de :

« Lorsque l'accident a déterminé la mort ou une incapacité permanente, une provision peut être allouée par le juge de paix, statuant en référé et sans appel, à la requête des ayants droit ou de la victime dont la blessure, une fois consolidée, a déterminé la réduction ou la suppression de sa rémunération en raison soit de la diminution, soit de la disparition de sa capacité de travail. Le juge de paix peut également, s'il l'estime justifié, allouer d'office et sans appel cette provision en cas d'accident mortel ou lorsque le degré d'incapacité est au moins égal à 3 %. De même » ;

Lire :

« Lorsque l'accident a déterminé la mort ou une incapacité permanente, une provision peut être allouée par le juge de paix, statuant en référé et sans appel, à la requête des ayants droit ou de la victime dont la blessure, une fois consolidée, a déterminé la réduction ou la suppression de sa rémunération en raison soit de la diminution, soit de la disparition de sa capacité de travail. Le juge

de paix peut également, s'il l'estime justifié, allouer d'office et sans appel cette provision en cas d'accident mortel ou lorsque le degré d'incapacité est au moins égal à 30 %. De même »

Page 1417. — ART. 19, 4° alinéa :

Au lieu de :

« S'il y a accord entre les parties, conformément aux prescriptions du présent dahir, et à condition que la victime ait été examinée soit par le médecin de son choix, soit qu'il ait été procédé à la désignation d'un médecin dans les conditions prévues » ;

Lire :

« S'il y a accord entre les parties, conformément aux prescriptions du présent dahir, et à condition que la victime ait été examinée par le médecin de son choix, ou qu'il ait été procédé à la désignation d'un médecin dans les conditions prévues »

Arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 22 octobre 1955 déterminant le texte à afficher du résumé du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail.

LE DIRECTEUR DU TRAVAIL ET DES QUESTIONS SOCIALES,

Vu le dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail, notamment son article 3r ;

Vu le dahir du 31 décembre 1947 portant création d'une direction du travail et des questions sociales ;

Vu l'arrêté du directeur du travail et des questions sociales du 26 mai 1948 déterminant le texte à afficher du résumé du dahir du 25 juin 1927 relatif à la réparation des accidents du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le résumé du dahir susvisé du 25 juin 1927, dont l'affichage est prescrit par l'article 3r dudit dahir, doit être conforme au texte annexé au présent arrêté.

ART. 2. — L'arrêté directorial susvisé du 28 mai 1948 est abrogé.

Rabat, le 22 octobre 1955

*Le directeur adjoint du travail
et des questions sociales p.r.,*

PAUL LANCRE.

* * *

**Dahir du 25 juin 1927
relatif à la réparation des accidents du travail.**

Patrons, ouvriers et employés, sachez que seuls sont réparés dans les conditions déterminées par le dahir du 25 juin 1927, les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, aux ouvriers, employés et apprentis occupés :

- dans les entreprises industrielles ;
- dans les entreprises commerciales ;
- dans les exploitations forestières et les exploitations agricoles ;
- dans les entreprises ayant pour objet les soins personnels (telles que salons de coiffure, établissements de bains, de douches, d'hydrothérapie, de pédicure, de manucure, de soins de beauté) ;
- chez un employeur exerçant une profession libérale ou au service d'un notaire, d'une société, association, syndicat ou groupement de quelque nature que ce soit, d'un établissement du culte religieux, d'un établissement hospitalier, d'assistance ou de bienfaisance ;

Bénéficient également du dahir du 25 juin 1927 :

1° les concierges d'immeubles à usage d'habitation (à l'exclusion de ceux qui sont attachés à la personne même du propriétaire) et les gens de maison dont la fonction principale est d'assurer la conduite d'un véhicule ;

2° les gérants non salariés des succursales d'entreprises commerciales de vente au détail et des coopératives de consommation ;

3° les personnes travaillant à domicile habituellement et régulièrement soit seules, soit avec leur conjoint ou leurs enfants à charge, soit avec un auxiliaire pour le compte d'un ou de plusieurs chefs d'entreprise, même si ces personnes possèdent tout ou partie de l'outillage nécessaire à leur travail ;

4° les conducteurs de véhicules publics dont l'exploitation est assujettie à des tarifs de transport fixés par l'autorité publique lorsque ces conducteurs ne sont pas propriétaires de leur véhicule ;

5° les ouvreuses de théâtres, cinémas ou autres établissements de spectacles, et les personnes qui, dans ces établissements, vendent aux spectateurs des objets de natures diverses ;

6° les personnes qui sont chargées de la tenue des vestiaires dans les établissements de spectacles, les hôtels, cafés ou restaurants, ou dans les manifestations de toute nature, tels que bals, manifestations sportives ;

7° les élèves des établissements d'enseignement technique et des centres d'apprentissage et les personnes admises dans les centres de formation, de réadaptation et de rééducation professionnelles, en ce qui concerne seulement les accidents survenus par le fait ou à l'occasion des travaux pratiques de l'enseignement technique ou professionnel proprement dit ;

8° les courtiers, inspecteurs et autres agents non patentés des entreprises d'assurances de toute nature, même rémunérés à la commission, qui effectuent, d'une façon habituelle et suivie, les opérations d'assurances pour un ou plusieurs employeurs ou chefs d'entreprise déterminés ;

9° les agents journaliers, temporaires, contractuels ou auxiliaires et fonctionnaires stagiaires des administrations publiques du Protectorat et des municipalités ;

10° les voyageurs, représentants et placiers de commerce et d'industrie ;

11° les marins (autres que les inscrits maritimes) employés à la marche, à la conduite, à l'entretien ou à l'exploitation des navires, bâtiments et embarcations nationalisés marocains ;

12° les sapeurs-pompiers non professionnels ;

13° les chômeurs exécutant des travaux au titre de l'assistance-chômage ;

14° les personnes, y compris les détenus, mises par une administration publique, civile ou militaire, à la disposition d'une collectivité publique, d'un service public, d'un office ou d'un particulier ;

15° les personnes atteintes d'une maladie professionnelle, figurant dans la nomenclature déterminée par l'arrêté directorial du 31 mai 1943, tel que cet arrêté a été modifié et complété.

L'indemnisation des victimes est due, quelle qu'ait été la cause de l'accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, à moins que la victime ait provoqué intentionnellement l'accident.

Elle est due, même si la victime a été blessée au cours du trajet de sa résidence au lieu de son travail ou durant le trajet du retour, dans la mesure où le parcours n'a pas été interrompu ou détourné pour un motif dicté par l'intérêt personnel de la victime ou indépendant de son emploi. Est assimilé à la résidence, le restaurant, la pension de famille, le mess, la cantine, le casse-croûte ou tout autre établissement de même nature où la victime prend habituellement son repas au milieu de sa journée de travail ou lorsque la victime se rendait dans cet établissement dès l'achèvement de sa journée de travail pour y prendre un repas. Il en est de même lorsque la victime prend habituellement soit l'un ou l'autre, soit l'un et l'autre de ses repas chez un parent ou un particulier.

Dans les quelques cas autres que ceux énumérés ci-dessus, vous n'êtes assujettis à la législation sur les accidents du travail que si, employeur et salarié, vous avez adhéré à ladite législation. Cependant si vous, patron, vous avez souscrit une police d'assurance contre les risques d'accidents du travail de votre personnel et si le contrat prévoit que l'indemnisation de la victime peut être notamment effectuée sur les bases déterminées par le dahir du 25 juin 1927, la victime peut, si elle accepte, être indemnisée sur les bases fixées par ce dahir, même si les formalités d'adhésion n'ont

pas été remplies. Les autorités municipales ou locales de contrôle, la gendarmerie, les postes de police, les postes forestiers fourniront toute la documentation relative aux conditions et formalités de l'adhésion.

TRAVAILLEURS, vous devez, dans la journée où s'est produit l'accident ou au plus tard dans les vingt-quatre heures, sauf le cas de force majeure, d'impossibilité absolue ou de motifs légitimes, en informer ou en faire informer votre employeur ou l'un de ses préposés.

PATRONS, en cas d'accident du travail survenu à l'un de vos ouvriers ou employés, vous devez :

1° *déclarer l'accident* dans les quarante-huit heures, non compris les dimanches et jours fériés, de l'avis qui vous en a été donné par la victime. La déclaration est faite à l'autorité municipale ou locale de contrôle, ou, à défaut, à la brigade de gendarmerie, ou, à défaut, au poste de police du lieu de l'accident. Vous pouvez faire la déclaration par lettre recommandée, en utilisant les formules de déclaration spéciale que les autorités locales vous remettront sur votre demande.

Si l'accident est survenu dans une exploitation forestière, le délai de déclaration est porté à quatre jours et la déclaration peut être faite au préposé forestier ; ce délai est également porté à quatre jours pour les accidents survenus dans les exploitations agricoles.

Lorsque la victime d'un accident est un marin la déclaration doit être faite d'une part à l'autorité locale du port d'attache du navire, d'autre part au chef ou sous-chef du quartier maritime dont dépend ce port d'attache. Elle est effectuée dans les quarante-huit heures qui suivent l'accident ou, si celui-ci se produit en cours de navigation, dans les quarante-huit heures qui suivent le retour à la terre du navire ou d'un membre de l'équipage ;

2° *déposer un certificat médical* au bureau de l'autorité qui a reçu la déclaration. Ce dépôt doit être effectué dès que les conséquences de l'accident sont connues et au plus tard dans les quinze jours qui suivent l'accident, y compris les dimanches et jours fériés, si la victime n'a pas repris son travail. En cas d'accident mortel, le certificat constatant le décès doit être joint à la déclaration d'accident ;

3° *remettre à la victime*, au moment de l'accident, un bulletin indiquant vos nom et adresse, celui de la victime, la nature et la date de l'accident, ainsi que le nom de la compagnie à laquelle vous avez assuré votre personnel ;

4° *verser l'indemnité journalière* à la victime pendant toute la durée de l'incapacité temporaire, même si vous êtes assuré, car c'est vous qui devez payer cette indemnité et vous en faire rembourser ensuite le montant par votre assureur.

Le taux de l'indemnité est égal à la moitié du salaire pour les vingt-huit premiers jours qui suivent celui de l'accident et il est porté aux deux tiers du salaire à partir du vingt-neuvième jour après celui de l'accident.

L'indemnité journalière est due aussi bien pour les jours ouvrables que pour le jour du repos hebdomadaire et du repos des jours fériés chômés dans votre établissement.

Elle est payable aux époques et lieu de paye usités dans votre entreprise, sans que l'intervalle entre deux paiements puisse excéder seize jours, sinon la victime pourra obtenir des dommages-intérêts en cas de retard injustifié, ce retard donnant, en outre, droit au créancier, à partir du huitième jour de leur échéance, à une astreinte quotidienne de 1 % du montant des sommes non payées ; elle est due jusqu'au jour inclus de la consolidation de la blessure ou du décès ;

5° lors de la guérison ou de la consolidation de la blessure, *déposer au bureau de l'autorité qui a reçu la déclaration* et dans les mêmes formes que ci-dessus (§ 1° et 2°), un *certificat médical* indiquant les conséquences définitives de l'accident.

PATRONS, la victime a le libre choix de son médecin et de son pharmacien, mais vous pouvez la faire visiter au cours du traitement par tel médecin que vous désignerez par écrit au juge de paix. Les frais médicaux, pharmaceutiques ou funéraires, ainsi que les frais d'hospitalisation, sont à la charge de l'employeur ou de son assureur.

OUVRIERS, EMPLOYÉS :

1° Si votre employeur ne déclare pas l'accident dont vous avez été la victime, vous pouvez le faire vous-même dans les deux ans qui suivent l'accident ;

2° En cas d'accident ayant déterminé une incapacité permanente totale ou partielle, vous bénéficiez de plein droit de l'assistance judiciaire en conciliation devant le tribunal de paix et devant le tribunal de première instance sur le visa du procureur commissaire du Gouvernement près le tribunal de première instance ; mais l'assistance judiciaire ne vous sera pas obligatoirement accordée si vous portez l'affaire en cour d'appel ;

3° Si vous êtes atteint d'incapacité permanente, vous pouvez, après consolidation de votre blessure, et sur requête adressée par vos soins au juge de paix, obtenir une provision à valoir sur la rente qui vous sera allouée ultérieurement. Cette provision peut également être allouée d'office par le juge de paix lorsque le degré de votre incapacité est au moins de 30 %.

Une provision peut aussi être attribuée par le juge de paix, sur leur demande, aux ayants droit de la victime d'un accident mortel.

PATRONS, OUVRIERS et EMPLOYÉS, n'oubliez pas que l'action en indemnité se prescrit par deux ans à dater du jour de l'accident ou de la clôture de l'enquête du juge de paix ou bien de la cessation du paiement de l'indemnité temporaire. Si dans les six mois qui suivent la date de consolidation de la blessure ou du décès, l'affaire n'est pas venue en conciliation, vous avez intérêt à adresser au secrétariat-greffe du tribunal de paix, par lettre recommandée, une demande en vue de provoquer la tentative de conciliation.

OUVRIERS et EMPLOYÉS si, après guérison ou consolidation de vos blessures, votre état de santé s'aggrave, vous pouvez demander au juge de paix de réviser le montant de l'indemnité. Cette demande doit être formulée dans un délai de cinq ans, à compter de la date de la guérison apparente ou de la consolidation de la blessure.

En cas d'incapacité permanente, vous avez droit à la fourniture, à la réparation et au renouvellement des appareils de prothèse.

PATRONS si, après guérison ou consolidation des blessures, l'état de la victime s'améliore, vous pouvez également, pendant le même délai de cinq ans, demander au juge de paix de réviser le montant de l'indemnité.

A cet effet, vous pouvez désigner au juge de paix un médecin chargé de vous renseigner sur l'état de la victime. Si celle-ci refuse de se laisser visiter, vous pouvez demander au juge de paix l'autorisation de suspendre le paiement de la rente.

Arrêté du directeur de la santé publique et de la famille du 16 octobre 1955 modifiant l'arrêté directeur du 21 juin 1955, pris en application de l'article 34 du dahir du 2 décembre 1922 portant règlement sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses.

LE DIRECTEUR DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE,
Chevalier de la Légion d'honneur,

Vu l'article 34 du dahir du 2 décembre 1922 portant règlement sur l'importation, le commerce, la détention et l'usage des substances vénéneuses, tel qu'il a été complété par le dahir du 27 mai 1954 ;

Vu l'arrêté du directeur de la santé publique et de la famille du 10 août 1953 fixant la composition de la section II des tableaux de substances vénéneuses destinées à l'usage de la médecine humaine ou vétérinaire ;

Vu l'arrêté du directeur de la santé publique et de la famille du 21 juin 1955, pris en application de l'article 34 du dahir susvisé du 2 décembre 1922,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 8 de l'arrêté directeur susvisé du 21 juin 1955 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 8. — Un délai, prenant fin au 31 décembre 1955, est accordé aux intéressés pour se conformer aux dispositions qui précèdent.

« A compter du 1^{er} janvier 1956, les pharmaciens devront rigoureusement refuser d'exécuter toute ordonnance qui ne serait pas rédigée dans les formes prescrites par le présent arrêté. »

Rabat, le 15 octobre 1955.

Le directeur adjoint
de la santé publique et de la famille p.i.,

CH. SANGUY.

Références :

Arrêté directeur du 21-6-1955 (B.O. n° 2228, du 8-7-1955).

TEXTES PARTICULIERS

Arrêté du directeur général de l'intérieur du 24 octobre 1955 autorisant un échange immobilier sans soulte entre la ville de Salé et un particulier.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'INTÉRIEUR,

Vu le dahir du 8 avril 1917 sur l'organisation municipale et les dahirs qui l'ont modifié ou complété ;

Vu le dahir du 18 septembre 1953 relatif à l'organisation municipale ;

Vu le dahir du 19 octobre 1921 sur le domaine municipal et les dahirs qui l'ont modifié ou complété et notamment le dahir du 14 décembre 1953 ;

Vu l'arrêté viziriel du 31 décembre 1921 déterminant le mode de gestion du domaine municipal et les arrêtés qui l'ont modifié ou complété, notamment l'arrêté viziriel du 16 décembre 1953 ;

Vu l'avis émis par la commission municipale de Salé, au cours de sa séance du 21 mars 1955,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé l'échange immobilier défini ci-dessous entre la ville de Salé et M^{lle} Muriel de la Salle, dûment autorisée :

1° M^{lle} Muriel de la Salle cède à la ville de Salé ses droits sur la propriété dite « Terrain Bacquet n° 2 » (2^e parcelle), titre foncier n° 1684 R., d'une superficie totale de sept mille trois cent quarante-six mètres carrés (7.346 m²), représentant le 1/24 de cette propriété ;

2° La ville de Salé cède à M^{lle} Muriel de la Salle une parcelle de terrain de trois cent six mètres carrés (306 m²), sise en bordure de l'ancienne piste de Bettana, telle qu'elle est figurée par une teinte jaune sur le plan annexé à l'original du présent arrêté.

ART. 2. — Cet échange immobilier s'effectuera sans soulte.

ART. 3. — Les autorités municipales de la ville de Salé sont chargées de l'exécution du présent arrêté.

Rabat, le 24 octobre 1955.

Pour le directeur de l'intérieur,

Le directeur adjoint,

CAPITANT.

RÉGIME DES EAUX.

Avis d'ouverture d'enquête.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 17 octobre 1955 une enquête publique est ouverte du 31 octobre au 10 novembre 1955, dans le cercle de contrôle civil de Fès-Banlieue, à Fès, sur le projet de prise d'eau par pompage dans la nappe phréatique, au profit de Si Driss Lahlou, demeurant 51, rue Augustin-Sourzac, Roches-Noires, Casablanca.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de contrôle civil de Fès-Banlieue, à Fès.

Par arrêté du directeur des travaux publics du 18 octobre 1955 une enquête publique est ouverte du 31 octobre au 30 novembre 1955, dans le cercle de contrôle civil des Rehamna, à Marrakech, sur le projet de reconnaissance des droits d'eau sur certaines résurgences du lit de l'oued Ouham (cercle des Rehamna), au profit de M. Th. Prioux, demeurant aux Skhour-des-Rehamna.

Le dossier est déposé dans les bureaux du cercle de contrôle civil des Rehamna, à Marrakech.

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 23 septembre 1955 approuvant une acquisition et une aliénation immobilières effectuées par les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie de Port-Lyautey.

LE DIRECTEUR DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE,

Vu le dahir du 20 décembre 1939 relatif à la personnalité civile des chambres françaises consultatives d'agriculture, de commerce et d'industrie et des chambres mixtes ;

Vu le dahir du 28 novembre 1950 relatif à la personnalité civile des chambres marocaines consulaires,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvée l'acquisition effectuée le 1^{er} octobre 1953 par les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie de Port-Lyautey, pour le prix de sept cent quatre-vingt-six mille cinq cents francs (786.500 fr.), d'une parcelle de terrain, distraite du domaine municipal n° 23, sise à Port-Lyautey, entre les rues de la Victoire, de la République et Albert-1^{er}, place de l'Hôtel-de-Ville.

ART. 2. — Est approuvé l'apport par les chambres françaises et marocaines de commerce et d'industrie de Port-Lyautey, à la Société civile du palais consulaire de Port-Lyautey, du terrain visé à l'article premier ci-dessus.

Rabat, le 23 septembre 1955.

L. EYSSAUTIER.

Références :

Dahir du 20-12-1939 (B.O. n° 1417, du 22-12-1939, p. 1850) ;

— du 28-11-1950 (B.O. n° 2008, du 20-4-1951, p. 609).

ORGANISATION ET PERSONNEL DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES

TEXTES COMMUNS

Rectificatif au « Bulletin officiel » n° 2207 (bis), du 15 février 1955,
page 230.

Arrêté viziriel du 9 février 1955 (15 jourmada II 1374) modifiant l'arrêté viziriel du 22 janvier 1937 (9 kaada 1355) portant classement des emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles (catégorie B).

Au lieu de :

« Services agricoles :

« Moniteurs agricoles ;

« Opérateurs (agents publics) » ;

Lire :

- « Services agricoles :
- « Moniteurs agricoles. ;
- « Agents publics :
- « Opérateurs. »

(La suite sans modification.)

TEXTES PARTICULIERS

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE

Arrêté du directeur des services de sécurité publique du 14 octobre 1955 relatif à l'élection des représentants du personnel du service pénitentiaire dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement.

LE DIRECTEUR DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE,
Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 26 janvier 1924 portant réorganisation du service pénitentiaire et les arrêtés qui l'ont complété ou modifié ;

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, tel qu'il a été complété ou modifié par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement.

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel du service pénitentiaire au sein de la commission d'avancement et des organismes disciplinaires de ce personnel pour les années 1956-1957, est fixée au 15 décembre 1955.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des corps ci-après désignés :

A. — Cadre général.

1^{er} corps. — Inspecteurs, directeurs, sous-directeurs : 2 représentants.

2^o corps. — Économistes : 2 représentants.

3^o corps. — Instituteurs, commis : 2 représentants.

4^o corps. — Surveillants-chefs, chefs d'atelier : 4 représentants.

5^o corps. — Premiers surveillants, surveillants commis-greffiers, sous-chefs d'atelier, surveillantes principales : 4 représentants.

6^o corps. — Surveillants, surveillantes, agents publics : 4 représentants.

B. — Cadres accessibles aux seuls Marocains.

7^o corps. — Chefs gardiens et gardiens : 4 représentants.

ART. 3. — Les listes porteront obligatoirement, pour chacun des corps où elles entendent être représentées, les noms d'un nombre de candidats égal au nombre de représentants respectivement attribués à chacun des corps électoraux prévus à l'article 2 ci-dessus.

ART. 4. — Ces listes mentionneront le candidat habilité à les représenter dans les opérations électorales et seront appuyées des demandes établies et signées par les candidats.

Elles devront être déposées à la direction du service pénitentiaire (service du personnel) le jeudi 10 novembre, dernier délai. Elles seront publiées au *Bulletin officiel* du 18 novembre 1955.

ART. 5. — Le dépouillement des votes aura lieu le jeudi 22 décembre 1955 à la direction du service pénitentiaire à Rabat, dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1947.

ART. 6. — La commission de dépouillement des votes sera constituée ainsi qu'il suit :

- MM. Fournes, directeur d'établissement pénitentiaire ;
- Bousquet, économiste d'établissement pénitentiaire ;
- Klein, commis pénitentiaire.

Rabat, le 14 octobre 1955.

P.-L. PETITJEAN.

DIRECTION DES FINANCES

Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 20 octobre 1955 ouvrant les épreuves des examens du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique.

LE PRÉFET, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PROTECTORAT,
Commandeur de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1953 portant statut des cadres de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes sur machines à cartes perforées, notamment ses articles 5, 6 et 7 ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 28 mai 1930 réglementant l'organisation et la police des concours et examens des services relevant du secrétariat général du Protectorat,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les épreuves pour l'obtention du brevet supérieur de mécanographie et du certificat d'aptitude aux fonctions de chef d'atelier mécanographique, s'ouvriront respectivement les 8 et 9 décembre 1955, à Rabat, dans les conditions fixées par l'arrêté du secrétaire général du Protectorat susvisé du 19 septembre 1955.

ART. 2. — Le président et les membres du jury seront désignés ultérieurement.

ART. 3. — Les candidats devront faire parvenir au bureau du personnel de la direction des finances, sous couvert du secrétariat général du Protectorat (service de la fonction publique), à Rabat, avant le 8 novembre 1955, terme de rigueur, leur demande de participation au concours en précisant les épreuves qu'ils désirent subir, le dossier étant fourni par le chef de l'administration intéressée.

Rabat, le 20 octobre 1955

GABRIEL ÉRIAU.

Arrêté du directeur des finances du 17 septembre 1955 fixant le nombre des emplois d'inspecteur central de 1^{re} catégorie dans l'administration des douanes et impôts indirects.

Par arrêté du directeur des finances du 17 septembre 1955, le nombre des emplois d'inspecteur central de 1^{re} catégorie dans l'administration des douanes et impôts indirects est fixé à 26 à compter du 1^{er} janvier 1956.

Arrêté du directeur des finances du 6 octobre 1955 modifiant l'arrêté du 23 novembre 1949 fixant les conditions et le programme du concours pour l'emploi de commis d'interprétariat stagiaire de la direction des finances.

LE DIRECTEUR DES FINANCES,

Vu l'arrêté du directeur des finances du 23 novembre 1949 fixant les conditions et le programme du concours pour l'emploi de

commis d'interprétariat stagiaire de la direction des finances, tel qu'il a été modifié par les arrêtés des 11 décembre 1952 et 1^{er} juillet 1953,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 4 (§ 3) de l'arrêté susvisé du 23 novembre 1949 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article 3. —
 « Toutefois, cette limite d'âge n'est pas opposable aux candidats justifiant de services antérieurs, à condition qu'ils réunissent au moins quinze années de services valables pour la retraite à « soixante-trois ans d'âge. »

Rabat, le 6 octobre 1955.

Pour le directeur des finances et p.o.,
 Le directeur adjoint,
 chef de la division administrative,
 MALKOV.

DIRECTION DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 14 octobre 1955 portant ouverture d'un examen technique d'aptitude pour le recrutement d'un perceur-vérifieur sur machines à cartes perforées de la direction du commerce et de la marine marchande.

LE DIRECTEUR DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE,

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1953 portant statut du cadre de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées ;

Vu l'arrêté directorial du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts ;

Vu le dahir du 23 janvier 1951 fixant de nouvelles dispositions relatives au régime des emplois réservés aux Français et aux Marocains dans les cadres généraux des administrations publiques,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen technique d'aptitude pour le recrutement d'un perceur-vérifieur sur machines à cartes perforées est ouvert, le 29 novembre 1955, à la direction du commerce et de la marine marchande, à Casablanca.

ART. 2. — Cet emploi sera attribué à un candidat bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951 susvisé ou, à défaut, à un autre candidat classé en rang utile.

ART. 3. — Les candidats devront remplir les conditions suivantes :

- 1° être citoyen français ou Marocain ;
- 2° être âgé de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus au 1^{er} janvier 1955 ;
- 3° avoir exercé pendant un an les fonctions de perceur-vérifieur ;
- 4° justifier d'une instruction du niveau du certificat d'études primaires ;
- 5° produire une attestation, datant de moins de trois mois, délivrée par un praticien de médecine générale constatant l'aptitude physique à l'exercice de la fonction.

ART. 4. — Les épreuves de cet examen sont fixées par l'article 3 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 susvisé.

ART. 5. — Les demandes de participation à l'examen devront, sous peine de forclusion, parvenir à la direction du commerce et de la marine marchande (service du commerce), 12, rue Colbert, à Casablanca, avant le 9 novembre 1955.

Rabat, le 14 octobre 1955.

Pour le directeur
 du commerce et de la marine marchande
 et par délégation,
 Le sous-directeur,
 chef du service administratif
 et de la documentation commerciale,
 MASSENET.

Arrêté du directeur du commerce et de la marine marchande du 14 octobre 1955 portant ouverture d'un examen d'aptitude en vue de l'obtention du brevet d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées de la direction du commerce et de la marine marchande.

LE DIRECTEUR DU COMMERCE ET DE LA MARINE MARCHANDE,

Vu l'arrêté viziriel du 30 septembre 1953 portant statut du cadre de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées, tel qu'il a été modifié ou complété ;

Vu l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955 fixant le régime des examens d'aptitude aux divers emplois de mécanographes titulaires sur machines à cartes perforées ;

Vu l'arrêté directorial du 6 octobre 1950 portant réglementation sur l'organisation et la police des concours et examens organisés par les services relevant de la direction de l'agriculture, du commerce et des forêts,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un examen d'aptitude en vue de l'obtention du brevet d'opérateur mécanographe sur machines à cartes perforées est ouvert, le 29 novembre 1955, à Casablanca.

ART. 2. — Peuvent seuls se présenter à cet examen les aides-opérateurs non brevetés en fonction à l'atelier mécanographique de la direction du commerce et de la marine marchande.

ART. 3. — Les épreuves de cet examen sont fixées par l'article 3 de l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 23 septembre 1955 susvisé.

ART. 4. — Les demandes de participation à l'examen devront parvenir, par la voie hiérarchique, à la direction du commerce et de la marine marchande (service administratif), à Rabat, au plus tard le 9 novembre 1955.

Rabat, le 14 octobre 1955.

Pour le directeur
 du commerce et de la marine marchande
 et par délégation,
 Le sous-directeur,
 chef du service administratif
 et de la documentation commerciale,
 MASSENET.

**OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES**

Arrêté du directeur de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones du 10 octobre 1955 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel de cet office dans les conseils de discipline et les commissions d'avancement.

**LE DIRECTEUR DE L'OFFICE DES POSTES, DES TÉLÉGRAPHES
ET DES TÉLÉPHONES,**

Officier de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté viziriel du 13 septembre 1945 relatif à la représentation du personnel dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement, tel qu'il a été complété et modifié par l'arrêté viziriel du 30 décembre 1947 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 30 décembre 1947 fixant les modalités de l'élection des représentants du personnel des collectivités publiques dans les organismes disciplinaires et les commissions d'avancement,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'élection des représentants du personnel de l'Office des postes, des télégraphes et des téléphones dans les commissions d'avancement et les conseils de discipline qui seront appelés à siéger en 1956 et 1957, aura lieu le 10 décembre 1955.

ART. 2. — Il sera établi des listes distinctes pour chacun des personnels indiqués ci-après :

a) Cadres des :

Ingénieurs en chef ou ingénieurs des télécommunications et ingénieurs des P.T.T. (constituant un seul grade) ;

b) Cadre des :

Sous-directeurs régionaux ;
Inspecteurs principaux ;
Chefs de section des services administratifs, inspecteurs-rédacteurs et inspecteurs-instructeurs (constituant un seul grade) ;

c) Cadre des :

Receveurs hors série, receveurs et chefs de centre de classe exceptionnelle (constituant un seul grade) ;
Receveurs et chefs de centre hors classe ;
Receveurs et chefs de centre de 1^{re} classe ;
Receveurs et chefs de centre de 2^e classe ;
Receveurs et chefs de centre de 3^e classe ;

d) Cadre des :

Chefs de section principaux et réviseur principal des travaux de bâtiments (constituant un seul grade) ;
Chefs de section ;
Inspecteurs et vérificateurs des travaux de bâtiments (constituant un seul grade) ;
Inspecteurs adjoints ;

e) Cadre des :

Surveillantes principales ;
Surveillantes et surveillantes comptables (constituant un seul grade) ;
Secrétaires d'administration, contrôleurs principaux, contrôleurs principaux des I.E.M., vérificateurs principaux et vérificateurs des services de distribution et de transport des dépêches, contrôleurs principaux des travaux de mécanique et secrétaires des émissions arabes et berbères (constituant un seul grade) ;

Contrôleurs, contrôleurs des I.E.M., contrôleurs des travaux de mécanique et secrétaires adjoints des émissions arabes et berbères (constituant un seul grade) ;

f) Cadre des :

Receveurs et chefs de centre de 4^e classe ;
Receveurs de 5^e classe ;
Receveurs de 6^e classe ;

g) Cadre des :

Contrôleurs du service des lignes et contrôleur principal du service automobile ;

Conducteurs principaux et conducteurs de travaux, contrôleur régional du service automobile, contremaîtres et dessinateurs-projeteurs (constituant un seul grade) ;

h) Cadre des :

Agents principaux et agents d'exploitation, agents principaux et agents des installations, dessinateurs, agents principaux ou agents administratifs des émissions arabes et berbères, commis principaux ou commis et agents des installations intérieures (constituant un seul grade) ;

i) Cadre des :

Maîtres dépanneurs et maîtres ouvriers d'État (constituant un seul grade) ;

Chefs d'équipe du service des lignes, mécaniciens-dépanneurs et ouvriers d'État (constituant un seul grade) ;

Agents des lignes, soudeurs, conducteurs d'automobiles de 1^{re} catégorie et agents des lignes conducteurs d'automobiles (constituant un seul grade) ;

j) Cadre des :

Agents de surveillance ;
Receveurs-distributeurs ;
Facteurs-chefs, courriers-convoyeurs et entreposeurs (constituant un seul grade) ;
Facteurs, manutentionnaires et chefs d'équipe du service des locaux (constituant un seul grade).

ART. 3. — Les listes porteront obligatoirement, pour chacun des grades où elles entendent être représentées, les noms de quatre fonctionnaires de ce grade, sauf en ce qui concerne les grades suivants pour lesquels ce nombre est réduit à deux :

Ingénieurs en chef ou ingénieurs des télécommunications et ingénieurs des P.T.T. ;

Sous-directeurs régionaux ;

Receveurs hors série, receveurs et chefs de centre de classe exceptionnelle ;

Receveurs et chefs de centre hors classe ;

Receveurs et chefs de centre de 1^{re} classe ;

Chefs de section principaux et réviseur principal des travaux de bâtiments ;

Surveillantes principales ;

Contrôleurs du service des lignes et contrôleur principal du service automobile ;

Maîtres dépanneurs et maîtres ouvriers d'État ;

Agents de surveillance.

Ces listes, qui devront mentionner le nom des candidats habilités à les représenter dans les opérations électorales et être appuyées des demandes établies et signées par les candidats, devront être déposées à la direction de l'Office (service administratif, personnel) à Rabat, avant le 12 novembre 1955, terme de rigueur.

Les listes seront publiées au *Bulletin officiel* du Protectorat du 25 novembre 1955.

ART. 4. — Le dépouillement des votes aura lieu le 19 décembre 1955 dans les conditions fixées par l'arrêté résidentiel susvisé du 30 décembre 1947.

ART. 5. — La commission de dépouillement des votes sera constituée ainsi qu'il suit :

MM. Davat, sous-directeur, chef du service administratif, président ;

Pujo, chef de bureau, membre ;

Sourroubille, inspecteur adjoint, membre.

Rabat, le 10 octobre 1955.

PERNOT.

OFFICE MAROCAIN DES ANCIENS COMBATTANTS
ET VICTIMES DE LA GUERRE

Arrêté résidentiel du 21 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 formant statut des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 formant statut des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Les dispositions de l'article 15 de l'arrêté résidentiel susvisé du 23 mars 1953 sont abrogées.

Rabat, le 21 octobre 1955.

BOYER DE LATOUR.

Arrêté résidentiel du 21 octobre 1955 modifiant l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre.

LE GÉNÉRAL DE CORPS D'ARMÉE PIERRE BOYER DE LATOUR,
COMMISSAIRE RÉSIDENT GÉNÉRAL DE FRANCE AU MAROC,
Commandant interarmées,
Grand-croix de la Légion d'honneur,

Vu l'arrêté résidentiel du 2 février 1938 formant statut du personnel de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre et les textes qui l'ont modifié ou complété ;

Vu l'arrêté résidentiel du 3 janvier 1949 portant classement hiérarchique des grades et emplois de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre, tel qu'il a été modifié, notamment par l'arrêté résidentiel du 28 mars 1952 ;

Vu l'arrêté résidentiel du 23 mars 1953 fixant l'échelonnement indiciaire des chefs de division, attachés administratifs et secrétaires administratifs de l'Office marocain des anciens combattants et victimes de la guerre,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — L'article unique de l'arrêté résidentiel susvisé du 23 mars 1953 est modifié ainsi qu'il suit :

« Article unique. —

GRADES, CLASSES ET ÉCHELONS	INDICES
.....	
Secrétaires administratifs :	
Classe exceptionnelle (1)	
.....	
.....	

(1) Classe exceptionnelle accessible dans la limite de 10 % de l'effectif budgétaire des secrétaires administratifs.

Rabat, le 21 octobre 1955.

BOYER DE LATOUR.

MOUVEMENTS DE PERSONNEL ET MESURES DE GESTION

Haute administration.

M. Henri Mayras, conseiller juridique du Protectorat, bénéficiera à compter du 1^{er} octobre 1955 de l'indice 725 accordé aux directeurs des administrations centrales. (Arrêté résidentiel du 10 octobre 1955.)

Nominations et promotions.

SECRETARIAT GÉNÉRAL DU PROTECTORAT.

Est titularisé et nommé *chaouch de 5^e classe* du 1^{er} août 1955 : M. Mohamed ben Ali ben Lahoucine el Allal, *chaouch temporaire*. (Arrêté du secrétaire général du Protectorat du 9 septembre 1955.)

IMPRIMERIE OFFICIELLE.

Est nommé *ouvrier imprimeur, 2^e échelon* du 1^{er} décembre 1955 : M. Daoud Soussi, *ouvrier imprimeur, 1^{er} échelon*. (Décision du secrétaire général du Protectorat du 23 septembre 1955.)

*
*
*

JUSTICE FRANÇAISE.

Est promu *chaouch de 6^e classe* du 1^{er} juillet 1955 : M. Sibouria Bouchta, *chaouch de 7^e classe*. (Arrêté du premier président de la cour d'appel du 6 septembre 1955.)

Sont reclassés, en application de l'arrêté viziriel du 4 décembre 1954 :

Secrétaire-greffier de 5^e classe du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 24 juin 1949, et promu *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 24 juin 1951, et *secrétaire-greffier de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 3 mois 10 jours) : M. Moussy Maurice, *secrétaire-greffier de 3^e classe* ;

Secrétaire-greffier de 5^e classe du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 9 février 1951, et promu *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 1^{er} mars 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 2 mois 22 jours) : M. Nicoli Jean, *secrétaire-greffier de 4^e classe* ;

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 13 mai 1950, promu *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} juin 1952, et *secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 7 mois 18 jours) : M. Barthes Raymond, *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* ;

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 9 novembre 1949, promu *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 9 novembre 1951, et *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* du 1^{er} novembre 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 22 jours) : M. Chaminand Gabriel, *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 15 février 1951, promu *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} septembre 1953, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 7^e classe* du 1^{er} mars 1955 et reclassé *secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe* à la même date, avec ancienneté du 23 mars 1953 (bonification pour services militaires : 4 ans 10 mois 22 jours, et majoration pour services de guerre : 1 an 16 jours) : M. Durivaux Henri, *secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe* ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} mai 1952, avec ancienneté du 13 janvier 1952, promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1954, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 7^e classe* du 1^{er} mars 1955 et

reclassé au même grade à la même date, avec ancienneté du 24 août 1953 (bonification pour services militaires : 1 an 2 mois 19 jours, et majoration pour services de guerre : 3 mois 18 jours) : M. Gros Jacques, secrétaire-greffier adjoint de 7^e classe ;

Commis de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 6 novembre 1949, promu *commis principal de 3^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 mai 1952, et *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} décembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 7 mois 22 jours) : M. Barré Auguste, commis principal de 3^e classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 17 août 1950, et promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} mars 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 9 mois 29 jours) : M. Morlot Marcel, commis de 1^{re} classe ;

Chef d'interprétariat judiciaire de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 3 mai 1951, et promu *chef d'interprétariat judiciaire de 2^e classe* du 1^{er} juin 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 7 mois 28 jours) : M. Nogaret Guillaume, chef d'interprétariat judiciaire de 2^e classe ;

Interprète judiciaire de 2^e classe du 1^{er} février 1952, avec ancienneté du 17 décembre 1950, et promu *interprète judiciaire de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 1 mois 14 jours) : M. Koubi René, interprète judiciaire de 1^{re} classe.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 5, 8, 23 août, 6, 8, 9, 10 et 12 septembre 1955.)

Sont reclassés, en application de l'arrêté viziriel du 4 décembre 1954 :

Secrétaire-greffier de 3^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 14 septembre 1951, *secrétaire-greffier de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1953 et promu *secrétaire-greffier de 1^{re} classe* du 1^{er} octobre 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 5 mois 17 jours) : M. Cannac Pierre, secrétaire-greffier de 2^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe du 1^{er} février 1953, *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1953, avec ancienneté du 14 août 1952, et *secrétaire-greffier de 3^e classe* du 1^{er} septembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 2 mois 1 jour) : M. Le Guyader Jean, secrétaire-greffier de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 12 décembre 1951 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 27 jours) : M. Dessaux Marcel, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951 (majoration pour services militaires de guerre : 2 ans 4 mois) : M. Pansu Raymond, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe du 1^{er} août 1952 et *secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 4 mois 27 jours) : M. Got Louis, secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe ;

Commis principal de 2^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1950, *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1953, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 1^{er} mai 1953, et promu *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* du 1^{er} mai 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 2 ans 3 mois 25 jours) : M. Gaudet Roger, secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} décembre 1952, avec ancienneté du 11 juillet 1952, et *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} août 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 17 jours) : M. Olivieri Robert, secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 10 juin 1951, et *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} juillet 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 4 mois 28 jours) : M. Gomez Sauveur, secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe ;

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} décembre 1952, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe* du 1^{er} mars 1955, avec ancien-

neté du 26 août 1953, et promu *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} août 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 6 mois 16 jours) : M. Mercier Maurice, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Commis principal de 3^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 17 août 1950, *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} mars 1953, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 17 mai 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 2 ans 4 mois 7 jours) : M. Garcia Manuel, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Commis principal de 3^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 25 octobre 1951, nommé *secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe* du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 15 août 1952, et promu *secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe* du 1^{er} septembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 1 mois 6 jours) : M. Kalfon Elie, secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe ;

Commis principal de 2^e classe du 21 juillet 1952 et *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 10 jours) : M. Dizin Henri, commis principal de 1^{re} classe ;

Commis principal de 3^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, et *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} février 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 7 mois 20 jours) : M. Cucchi Jacques, commis principal de 2^e classe ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} mai 1954, avec ancienneté du 28 août 1952, et promu *commis principal de 2^e classe* du 1^{er} mars 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 2 mois 11 jours) : M. Inglada Pierre, commis principal de 3^e classe ;

Interprète judiciaire principal de 2^e classe du 1^{er} juin 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 15 jours) : M. Justice René, interprète judiciaire principal de 2^e classe.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 5, 8, 23, 24, 25, 30 août, 5 et 6 septembre 1955.)

Sont reclassés, en application de l'arrêté viziriel du 4 décembre 1954 :

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 15 septembre 1948, *secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 15 septembre 1948, *secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe* du 1^{er} octobre 1952, *secrétaire-greffier de 3^e classe* à la même date, avec ancienneté du 15 octobre 1951, et *secrétaire-greffier de 2^e classe* du 1^{er} novembre 1953 (majoration pour services militaires de guerre : 2 ans 2 mois 4 jours) : M. Leroux Pierre, secrétaire-greffier de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier de 5^e classe du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 1^{er} juin 1950, *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} juin 1952, et *secrétaire-greffier de 3^e classe* du 1^{er} juin 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 3 mois) : M. Vuillermet René, secrétaire-greffier de 3^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 18 octobre 1949, *secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 18 octobre 1951, *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 1^{er} juillet 1953, avec ancienneté du 17 novembre 1952, et *secrétaire-greffier de 3^e classe* du 1^{er} décembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 2 mois 13 jours) : M. Nesa Alexis, secrétaire-greffier de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 9 novembre 1949, *secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe* du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 9 novembre 1951, *secrétaire-greffier de 5^e classe* du 1^{er} juillet 1953, avec ancienneté du 29 novembre 1952, et *secrétaire-greffier de 4^e classe* du 1^{er} décembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 10 jours) : M. Fortuné Bernard, secrétaire-greffier de 5^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 26 décembre 1951, *secrétaire-greffier de 6^e classe* du 1^{er} juillet 1953, avec ancienneté du 26 janvier 1953, et *secrétaire-greffier de 5^e classe* du 1^{er} février 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 4 mois 3 jours) : M. Benitsa Gilbert, secrétaire-greffier de 5^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe du 1^{er} octobre 1951, avec ancienneté du 26 octobre 1950, secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe du 1^{er} novembre 1952 et secrétaire-greffier adjoint de 1^{re} classe du 1^{er} novembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 5 jours) : M. Grobhen Gérard, secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} décembre 1950, avec ancienneté du 6 juin 1950, secrétaire-greffier adjoint de 3^e classe du 1^{er} novembre 1952 et secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe du 1^{er} novembre 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 5 mois 25 jours) : M. Delattre Camille, secrétaire-greffier adjoint de 2^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe du 8 mai 1952, avec ancienneté du 3 janvier 1950, secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 3 janvier 1952, et secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} février 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 7 mois 14 jours) : M. Orsatelli Antoine, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe du 1^{er} juin 1952, avec ancienneté du 8 décembre 1949, secrétaire-greffier adjoint de 5^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} mars 1952, et secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe du 1^{er} mars 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 18 jours) : M. Hébrard Jacques, secrétaire-greffier adjoint de 4^e classe ;

Commis principal de 3^e classe du 1^{er} septembre 1950, avec ancienneté du 1^{er} avril 1949, commis principal de 2^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, et commis principal de 1^{re} classe du 1^{er} mai 1954 (majoration pour services militaires de guerre : 1 an 5 mois) : M. Piot Edouard, commis principal de 1^{re} classe ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} mars 1953, avec ancienneté du 21 juin 1952, et commis de 1^{re} classe du 1^{er} avril 1955 (majoration pour services militaires de guerre : 4 mois 27 jours) : M. Ducruet Paul, commis de 1^{re} classe ;

Chef d'interprétariat judiciaire de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 6 janvier 1950, chef d'interprétariat judiciaire hors classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 janvier 1952 (majoration pour services militaires de guerre : 11 mois 25 jours) : M. Mezouar Ahmed, chef d'interprétariat judiciaire hors classe.

(Arrêtés du premier président de la cour d'appel des 6, 8, 10, 14, 17, 22 et 26 septembre 1955.)

Est placé dans la position de disponibilité pour convenances personnelles du 1^{er} octobre 1955 : M. Paganelli Pierre, secrétaire-greffier adjoint de 6^e classe. (Arrêté du premier président du 7 septembre 1955.)

Est promu commis principal de classe exceptionnelle (après 3 ans) du 1^{er} octobre 1955 : M. Rousseau André, commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans). (Arrêté du premier président du 5 septembre 1955.)

Est promu chaouch de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Khardi Moktar, chaouch de 1^{re} classe. (Arrêté du premier président du 8 septembre 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2230, du 22 juillet 1955, page 1124.

Au lieu de :

« Sont promus secrétaires-greffiers adjoints, échelon exceptionnel du 1^{er} avril 1955 : MM. Bachelier Daniel et Delettre Edouard, ... »

Lire :

« Sont promus secrétaires-greffiers adjoints, échelon exceptionnel :

« Du 1^{er} avril 1955 : M. Bachelier Daniel ;

« Du 1^{er} juillet 1955 : M. Delettre Edouard, ... »

DIRECTION DE L'INTÉRIEUR.

Sont promus :

Du 1^{er} octobre 1955 :

Agent public hors catégorie, 6^e échelon : M. Néri Paul, agent public hors catégorie, 5^e échelon ;

Agents publics de 2^e catégorie, 5^e échelon : MM. Vauzelle Maurice et Ferrer Manuel, agents publics de 2^e catégorie, 4^e échelon ;

Agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon : M. Césari Jean, agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon ;

Du 1^{er} novembre 1955 :

Agent public de 3^e catégorie, 6^e échelon : M. Molinari Antoine, agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon ;

Agent public de 3^e catégorie, 5^e échelon : M. Soria André, agent public de 3^e catégorie, 4^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 10 octobre 1955.)

*
* *

DIRECTION DES SERVICES DE SÉCURITÉ PUBLIQUE.

Sont reclassés, en application de l'arrêté résidentiel du 27 juin 1955 :

Inspecteur de police de 2^e classe (5^e échelon) du 1^{er} août 1953, avec ancienneté du 9 février 1953, officier de police adjoint de 2^e classe (4^e échelon) du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 9 juin 1954, officier de police, 5^e échelon du 11 mai 1955, avec ancienneté du 9 juin 1954 : M. Lemesle Victor ;

Officier de police adjoint, 3^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951 : M. Pichon Georges ;

Inspecteur de police de 2^e classe (7^e échelon) du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, inspecteur de police de 1^{re} classe (1^{er} échelon) du 1^{er} août 1953 : M. Cornu Paul ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} août 1953, inspecteur de police de 2^e classe (3^e échelon) du 1^{er} août 1955 : M. Romand Pierre ;

Gardien de la paix, 1^{er} échelon du 29 janvier 1954, avec ancienneté du 29 juillet 1953, gardien de la paix, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1954, inspecteur de police de 2^e classe (1^{er} échelon) du 1^{er} août 1955, avec ancienneté du 1^{er} février 1954 : M. Galland Pierre ;

Sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1954 : M. Conan Xavier ;

Sous-brigadiers, 2^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Das Neves Philippe et Delion Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 7 juin 1944, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Witters Fernand ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1945, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Delriu Paul ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Gaspard François ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Estival Roger ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Dorange Adrien ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1948, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Grèze Georges ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Ferrer Joseph ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Galibert Marcel ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Guerréro Émile ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Eugène Élie ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1950, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Viala André ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1950, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Bourienne Eugène ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1950, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Capuano Joseph ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1950, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Hernandez François ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1950, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Marquès Antoine ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Chay Clément ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Clave Marcel ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Bailly Raymond ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Couttel Luc ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Elia Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 5 mars 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Higelin Arthur ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Giot André ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1952, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Hamer Jacques ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Balland Roger ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Paris Paul ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1953, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Candellier Maurice ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 14 août 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 3^e échelon du 1^{er} juillet 1955 : M. Bouteillo Irénée ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Cannac Paul ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Delpoux Gaston ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Humbert Paul ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Houdelat Roger ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Gouget Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1951, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Gonzalès Albert ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Bélier Lucien ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Denoual Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 29 août 1946, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Collet Émile ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Platéro Adolphe ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Robert Charles ;

Gardiens de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1948, sous-brigadiers, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Poimboeuf Fernand et Trossat Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Crespo Diégo ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1948, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Hidalgo Jean ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1948, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Eno Joseph ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Fourmestreaux Henri ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Bélistont Gabriel ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Grail René ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Neugaret Henri ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Delautre Louis ;

Gardiens de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1949, sous-brigadiers, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Ferrer Antoine et Rayot Gilbert ;

Gardiens de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1949, sous-brigadiers, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : MM. Pla Albert et Richalet André ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Poinçon Raymond ;

Gardiens de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1949, sous-brigadiers, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Périn Marcel et Maury Marcel ;

Gardien de la paix, 6^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1949, sous-brigadier, 2^e échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Guiot Armand ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1949, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Barate Emmanuel et Rousseau Robert ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Alcaraz Guillaume ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Conrad Armand ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Galfre Victor ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1950, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
MM. Capron Albert et Cariou André ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Pauc Yves ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Oberson Paul ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Molina Nicolas ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Marchivé Guy ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1950, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Eléria Justin et Ferchault Antoine ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1950, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Morin Robert ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Declippel Gaston ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Castell Lucien ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Prévot André ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Buenaventès Alfred ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Carbonnel Alcide ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Ervé Eugène ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Hamann René et Huttler Léon ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Escalant Joseph ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Gualtiéri Ange ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Dousset Henri ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Caillat Louis ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1952, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
MM. Abad Joseph et Baloge Alix ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Calvet Edmond ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1952, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Delaube Pierre et Franchi Antoine ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Arrighi Jean et Gauthier Alfred ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Galvez François ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Reibaud Théophile ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Aveillan William, Gandy Fernand et Grillot André ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
MM. Bédé Albert et Cano Melchior ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 6 décembre 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Girard Charles ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} mars 1955 :
M. Deglin René ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Richard Georges ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Maisetti Jean ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} février 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Caro Ignace ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Otal François ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1953, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
MM. Amigo Antoine et Fresse Benoît ;

Gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Fabiani Laurent ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mai 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} mai 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Montaggioli Mathieu ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} juin 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Casouli Jean ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juin 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} juin 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Tosi Charles ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 29 juin 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} juillet 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Badia Florentino ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} août 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 : M. Casotti Jean ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} août 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Bresson Émile ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} septembre 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1954 :
M. Lacroix Pierre ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} septembre 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 :
M. Baldovini Dominique ;

Gardiens de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951, gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} novembre 1953, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Beillas Gilles et Caprini Charles ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} décembre 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Chaperon Pierre ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} janvier 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Coupet André ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} juin 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Decharrière Auguste ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} avril 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Michon Marcel ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} juillet 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Mangani Léon ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} août 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} octobre 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Parent Henri ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} septembre 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Olivesi Marius ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} octobre 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Collo Angélo ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952, gardien de la paix, 6° échelon du 1^{er} octobre 1954, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Robert Marcel ;

Gardiens de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1952, gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} novembre 1954, sous-brigadiers, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : MM. Carbon Roger et Charasson Robert ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1952, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Dodard Robert ;

Gardien de la paix, 5° échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} mars 1953, sous-brigadier, 2° échelon du 1^{er} janvier 1955 : M. Dottori Antoine ;

Gardien de la paix, 1^{er} échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952, gardien de la paix, 3° échelon du 1^{er} janvier 1953, gardien de la paix, 4° échelon du 1^{er} février 1955, sous-brigadier, 1^{er} échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Bourgeon Claude ;

Gardiens de la paix, 6° échelon du 1^{er} avril 1953 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1944 : M. Delon Camille ;

Avec ancienneté du 10 mars 1945 : M. Le Ponner Louis ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1946 : M. Dreux Jean-Baptiste ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1946 : M. Christien Pierre-Yves ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1946 : M. Barthélemy Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1947 : MM. Angenard Henri et Arnaud Roger ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1947 : M. Boone André ;

Avec ancienneté du 20 mars 1947 : M. Dare Louis ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1947 : M. Bessière René ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1947 : M. Dubois Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1947 : M. Lasserre Edmond ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1947 : M. Lantourne André ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1948 : M. Manresa Manuel ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1948 : M. Lelièvre Charles ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1948 : MM. Arguimbaud Marcel et Maillis Elefterios ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1948 : MM. Laverny Charles et Mathy Marcel ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1948 : MM. Berthier Joseph et Lemoing Yves ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1948 : M. Bersez Nicolas ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1948 : MM. Couturier Gilbert et Laidet Louis ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948 : M. Laget Gustave ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1949 : M. Bonnet Paul ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1949 : M. Léonard Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1949 : M. Cervelli Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1949 : MM. Cornillet Georges, Desbat Jean et Ottaviani Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1950 : MM. Boussarogue Pierre et Le Navenant François ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1950 : MM. Cuttoli Paul et Latouche Léon ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1950 : M. Laillier Aimé ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1950 : MM. Lassalle Pierre et Moreau André ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1950 : MM. Bataille Marcel, Maire Gustave et Meaux Henri ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1950 : M. Mallaret René ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1950 : MM. Maillard Alphonse et Meirieu Émile ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1951 : M. Dessaigne Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1951 : M. Cordier Damien ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1951 : M. Martini Gaëtan ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1951 : MM. Lefèvre Raymond et Nicoleau Edmée ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1951 : MM. Bouchereau Pierre et Munchenbach Jules ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1951 : MM. Cuart Eugène et Moratal Pascual ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1951 : MM. Campello Armand, Lepeintre André et Debouchez Lucien ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1951 : MM. Bayard Marcel, Champagne Louis, Lecoq Francis et Malard Victor ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1951 : MM. Alleaune Aimé et Collet Henri ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1951 : MM. Caramello Denis, Darbéra Maurice et Martinez Antoine ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1952 : M. Clerlot Marcel ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1952 : MM. Le Goff Jean-Louis, Lhomme Georges, Nédellec Louis et Taladoire Roger ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1952 : MM. Labranche Marcel et Le Vergé Sébastien ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1952 : M. Noailles Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1952 : MM. Caparos André, Chornet Pascal et Mousque Laurent ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1952 : MM. Bernabé Antoine et Candat Henri ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1952 : M. Ledos René ;

Avec ancienneté du 7 août 1952 : M. Lejeune Georges ;

Avec ancienneté du 9 août 1952 : M. Lavrat André ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1952 : MM. Cervetti Dominique, Courcier Maurice et Leriche René ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1952 : MM. Mazats Georges et Marrec Raymond ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1952 : MM. Alerini Félix, Bonnin Gabriel et Marchand Georges ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1952 : Darlon Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953 : M. Lemerle Émile ;

Avec ancienneté du 4 janvier 1953 : M. Chevrel Bernard ;
 Avec ancienneté du 1^{er} février 1953 : M. Nougaret André ;
 Avec ancienneté du 1^{er} mars 1953 : MM. Codacioni Antoine et Lebreton René ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1953 : M. Mathiot Paul ;
 Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1953 : MM. Lévêque Joseph et Michel Gaston ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1953 : MM. Le Du Raymond et Martinez Fortuné ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1953 : MM. Blanc Jean-Pierre, Mahut Henri et Mervelet Jean ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 : M. Macchini Vincent ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1953 : M. Michel Pierre ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1954 : MM. Cadanne Paul, Calmels Charles, Demange Paul, Lassère Henri, Marchand Marcel, Marchetti Marcel ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1954 : MM. Lombroso Giacomo et Mansano Émile ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1954 : MM. Bouchon Robert, Cochaux Eugène, Labay René et Ménard Robert ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1954 : MM. Lebrère Raoul et Le Lannec Charles ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1954 : MM. Barthélemy Pierre, Boudot Louis, Bourrier Jean et Noto Alphonse ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 : MM. Anguilla Emmanuel, Lefondeur Émile et Madru Gaston ;

Avec ancienneté du 1^{er} août 1954 : MM. Belloti René, Lemonnier André et Nègre Robert ;

Avec ancienneté du 1^{er} septembre 1954 : MM. Boubat Marcel et Cirilo Raymond ;

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1954 : MM. Marchal Charles, Mercadier Yvon et Myr René ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1954 : MM. Blasco Raymond, Martinez Marcel et Médina Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} décembre 1954 : MM. Bedet Henri, Denis Georges, Locufier Marcel, Loussouarn Henri et Nansot André ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948, remis *gardien de la paix*, 5^e échelon du 21 janvier 1955, avec ancienneté du 1^{er} novembre 1948, et nommé *gardien de la paix*, 6^e échelon du 21 janvier 1955 : M. Gac Joseph ;

Avec ancienneté du 1^{er} janvier 1955 : M. Marco Michel ;

Avec ancienneté du 1^{er} février 1955 : MM. Battestini Antoine, Justidiano Sauveur, Martinez Émile et Molltor Denis ;

Avec ancienneté du 1^{er} mars 1955 : MM. Berte Paul, Bousseau Paul, Mouglin Pierre et Martin Daniel ;

Avec ancienneté du 1^{er} avril 1955 : M. Bernet Robert ;

Avec ancienneté du 1^{er} mai 1955 : MM. Le May Pierre et Morera Michel ;

Avec ancienneté du 1^{er} juin 1955 : MM. Ballesta Pierre et Campana Antoine ;

Avec ancienneté du 1^{er} juillet 1955 : MM. Beaurain Henri et Casanova Joseph ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 1^{er} janvier 1953, et *gardien de la paix*, 6^e échelon du 1^{er} mai 1955 : M. Matelli Félix ;

Gardien de la paix, 5^e échelon du 25 septembre 1953, avec ancienneté du 6 août 1953, et *gardien de la paix*, 6^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Lacoste Pierre.

(Arrêtés directoriaux des 29 juillet, 1^{er}, 3, 4, 5, 8, 9, 13, 22 et 26 août 1955.)

DIRECTION DES FINANCES.

Sont promus dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Du 1^{er} octobre 1955 :

Inspecteur central-rédacteur de 2^e catégorie (1^{er} échelon) : M. Riso François, inspecteur-rédacteur hors classe ;

Inspecteur hors classe : M. Colombani Alban, inspecteur de 1^{re} classe ;

Inspecteur adjoint de 1^{re} classe : M. Alessandri Ange, inspecteur adjoint de 2^e classe ;

Contrôleur principal, 4^e échelon : M^{lle} Gris Francine, contrôleur principal, 3^e échelon ;

Contrôleur, 5^e échelon : M. Lévy Joseph, contrôleur, 4^e échelon ;
Agent principal de constatation et d'assiette, 2^e échelon : M. Guillotte Marcel, agent principal de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. Niddam Isaac, agent de constatation et d'assiette, 3^e échelon ;

Amin de 6^e classe du 1^{er} avril 1955 : M. Abdelhak Guessous, caissier hors classe.

(Arrêtés directoriaux des 29 août et 10 mai 1955.)

Sont nommés, après concours, dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Inspecteurs adjoints stagiaires du 18 décembre 1954 : MM. Mathieu Jean et Reif Auguste, contrôleurs, 1^{er} échelon. (Arrêtés directoriaux du 24 août 1955 rapportant les arrêtés du 15 janvier 1955.)

Sont nommés, après concours, dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Inspecteurs adjoints stagiaires du 1^{er} juillet 1955 :

MM. Oyhénart Jacques, contrôleur, 2^e échelon ; Raoul Julien et Parigi Michel, contrôleurs, 1^{er} échelon ;

M. Bonnefoi Marcel, postulant.

(Arrêtés directoriaux des 8 et 22 août 1955.)

Sont nommés, après concours, dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Contrôleur, 4^e échelon du 1^{er} mars 1954, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1953 : M. Jean Louis, agent principal de constatation et d'assiette, 2^e échelon ;

Contrôleurs, 3^e échelon du 1^{er} mars 1954 :

Avec ancienneté du 10 décembre 1952 : M. Luzergues Paul ;

Avec ancienneté du 1^{er} novembre 1953 : M. Pomès Albert, agents principaux de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Contrôleur, 2^e échelon du 1^{er} mars 1954 : M. Oyhénart Jacques, agent de constatation et d'assiette, 5^e échelon ;

Contrôleurs, 1^{er} échelon du 1^{er} mars 1954 :

Avec ancienneté du 1^{er} octobre 1953 : M. Mathieu Jean, agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon ;

Sans ancienneté :

MM. Raoul Julien, Vic Louis et Reif Auguste, agents de constatation et d'assiette, 3^e échelon ;

MM. Giovacchini Ange et Parigi Michel, agents de constatation et d'assiette, 2^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 16 août 1955, rapportant les arrêtés des 11, 21 et 22 mars 1955.)

Sont reclassés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Agent de constatation et d'assiette, 4^e échelon du 1^{er} avril 1953, avec ancienneté du 6 février 1953 (bonifications pour services militaires : 2 ans 8 mois 25 jours, et pour services civils : 4 ans 11 mois),

et promu *agent de constatation et d'assiette*, 5^e échelon du 1^{er} août 1955 : M. Ktiri Driss, agent de constatation et d'assiette, 1^{er} échelon ;

Commis de 2^e classe du 30 décembre 1953, avec ancienneté du 19 décembre 1951 (bonifications pour services militaires : 4 ans 1 mois 14 jours, et pour services civils : 1 an 4 mois 27 jours), et promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} janvier 1955 : M. Colombani Ange, commis de 3^e classe ;

Dactylographe, 5^e échelon du 1^{er} mars 1955, avec ancienneté du 14 mai 1953 (bonification pour services civils : 10 ans 9 mois 17 jours) : M^{lle} Scrivani Adélaïde-Madeleine, dactylographe, 1^{er} échelon.

(Arrêtés directoriaux des 12 mai et 2 septembre 1955 rapportant les arrêtés du 6 mai 1954.)

Est nommé *fqih de 7^e classe* des douanes et impôts indirects du 22 mars 1954 : M. Fadil Bouazza. (Arrêté directorial du 24 août 1955.)

M. Pogam André, inspecteur adjoint-rédacteur de 1^{re} classe. en disponibilité, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction des finances (administration des douanes et impôts indirects) du 1^{er} août 1955. (Arrêté directorial du 12 août 1955.)

Est placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 4 août 1955 : M. Huon Paul, inspecteur adjoint de 3^e classe des douanes. (Arrêté directorial du 5 août 1955.)

Est rayé des cadres de la direction des finances (administration des douanes et impôts indirects) du 1^{er} avril 1955 : M. Bourkia Taïbi ben Abdesslem, *fqih de 7^e classe*, appelé à d'autres fonctions. (Arrêté directorial du 13 août 1955.)

Sont reclassés, au service des perceptions, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Agent de recouvrement, 5^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 8 septembre 1950, et promu *agent principal de recouvrement*, 1^{er} échelon du 8 avril 1953 (majoration d'ancienneté : 2 ans 7 mois 23 jours) : M. Parlouche René, agent de recouvrement, 4^e échelon ;

Commis principal de 1^{re} classe du 30 décembre 1953, avec ancienneté du 3 août 1953 (majoration d'ancienneté : 2 ans 10 mois 2 jours) : M. Donat Lucien, commis principal de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 29 juillet et 29 août 1955.)

Est reclassé *agent principal de poursuites de 3^e classe* du 1^{er} juin 1955, avec ancienneté du 30 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 8 ans 8 mois 29 jours, et majoration pour services de guerre : 2 ans 10 mois 2 jours) : M. Donat Lucien, agent de poursuites de 3^e classe. (Arrêté directorial du 16 août 1955.)

Sont promus dans l'administration des douanes et impôts indirects du 1^{er} octobre 1955 :

Adjudant, 5^e échelon : M. André Honoré, brigadier-chef, 5^e échelon ;

Brigadier-chef, 1^{er} échelon : M. Serra Jacques, brigadier, 2^e échelon.

(Arrêtés directoriaux des 16 et 30 août 1955.)

Sont nommés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Adjudant-chef de classe exceptionnelle du 1^{er} décembre 1955 : M. Tinguy Marcel, adjudant-chef de 1^{re} classe ;

Adjudant, 6^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Grabet Édouard, adjudant, 5^e échelon ;

Brigadier-chef, 5^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. André Félix, brigadier-chef, 4^e échelon ;

Brigadier-chef, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Genestier René, brigadier-chef, 3^e échelon ;

Agents brevetés, 6^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Chenaf Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1955 : MM. Biscay Jean-François et Crouzilles Alcide ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Georget Frank,

agents brevetés, 5^e échelon ;

Agents brevetés, 5^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1955 : MM. Guiraud Roger et Claudel René ;

Du 1^{er} décembre 1955 : MM. Lotte Jean, Cadoret Georges, Lugrezi Dominique et Bona Jean-Baptiste,

agents brevetés, 4^e échelon ;

Agent breveté, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Réal Paul, agent breveté, 3^e échelon ;

Agents brevetés, 3^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : MM. Aïtel-houassine Gilles et Figueréo René, agents brevetés, 2^e échelon ;

Conducteur d'automobile, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Epinoux René, conducteur d'automobile, 3^e échelon ;

Chef gardien de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Ben Youcef Belkhir ben Boudkhal, m^{le} 287, chef gardien de 2^e classe ;

Sous-chef gardien de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Dinar Hamida ould Mohammed bel Hachemi, m^{le} 351, sous-chef gardien de 3^e classe ;

Gardiens de 1^{re} classe :

Du 1^{er} octobre 1955 : MM. Mohamed ben Ahmed el Haouari, m^{le} 771, et Boussouna Miloud, m^{le} 738 ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Ouazar Abdesslam, m^{le} 653 ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Seffiani Hassan, m^{le} 666,

gardiens de 2^e classe ;

Cavaliers de 1^{re} classe du 1^{er} décembre 1955 : MM. Sahi Mohammed ben Houssaïne, m^{le} 748, et Babi M'Hamed, m^{le} 554, cavaliers de 2^e classe ;

Gardiens de 2^e classe :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Maatougui Benaïssa, m^{le} 944 ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Berrahal Mohammed, m^{le} 912,

gardiens de 3^e classe ;

Cavaliers de 2^e classe :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Benyechi Bouazza, m^{le} 600 ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Mkika Mohamed, m^{le} 838,

cavaliers de 3^e classe ;

Gardien de 3^e classe du 1^{er} novembre 1955 : M. Mohammed ben Ahmed ben Bouchta, m^{le} 893, gardien de 4^e classe ;

Cavalier de 3^e classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Msih Hammou, m^{le} 984, cavalier de 4^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 30 août 1955.)

Sont nommés, dans l'administration des douanes et impôts indirects, *préposés-chefs stagiaires* :

Du 1^{er} juillet 1955 : MM. Génolini Maurice et Landrodie Guy ;

Du 1^{er} août 1955 : MM. Poinot Daniel et Harchaoui Mansour Morsly.

(Arrêtés directoriaux des 1^{er}, 28 juillet et 1^{er} août 1955.)

Sont titularisés et nommés *préposés-chefs*, 1^{er} échelon des douanes :

Du 1^{er} juillet 1955, avec ancienneté du 1^{er} juillet 1954 : M. Rouhant René ;

Du 1^{er} août 1955, avec ancienneté du 1^{er} août 1954 : MM. Alexandre Georges et Garbaoui Abdelkrim, préposés-chefs stagiaires.

Est titularisé et nommé *matelot-chef*, 1^{er} échelon des douanes du 1^{er} septembre 1955, avec ancienneté du 1^{er} septembre 1954 : M. Castaner Jacques, *matelot-chef* stagiaire.

(Arrêtés directoriaux des 6 juillet, 8 et 29 août 1955.)

Sont reclassés dans l'administration des douanes et impôts indirects :

Cavaliers de 3^e classe :

Du 1^{er} février 1954, avec ancienneté du 4 janvier 1952 (bonification pour services militaires : 8 ans 27 jours) : M. El Otmani el Khammar ben Sellam, m¹⁰ 1021 ;

Du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 21 octobre 1952 (bonification pour services militaires : 7 ans 9 mois 10 jours) : M. Sellak M'Hamed, m¹⁰ 1040,

cavaliers de 5^e classe ;

Gardiens de 4^e classe :

Du 1^{er} février 1954 :

Avec ancienneté du 3 août 1953 (bonification pour services militaires : 3 ans 5 mois 28 jours) : M. Jennane Driss, m¹⁰ 1025 ;

Avec ancienneté du 27 juillet 1952 (bonification pour services militaires : 4 ans 6 mois 4 jours) : M. Khechab Mohamed, m¹⁰ 1020 ;

Du 1^{er} mars 1954, avec ancienneté du 22 octobre 1953 (bonification pour services militaires : 3 ans 4 mois 9 jours) : M. Badraoui Bouchaïb, m¹⁰ 1026 ;

Du 1^{er} juin 1954, avec ancienneté du 17 décembre 1951 (bonification pour services militaires : 5 ans 5 mois 14 jours) : M. Bouzida Lahcèn, m¹⁰ 1038 ;

Du 1^{er} août 1954 :

Avec ancienneté du 8 avril 1953 (bonification pour services militaires : 4 ans 3 mois 23 jours) : M. Bouya Jilali, m¹⁰ 1042 ;

Avec ancienneté du 21 mars 1954 (bonification pour services militaires : 3 ans 4 mois 10 jours) : M. Saïd Mohamed, m¹⁰ 1043 ;

Du 1^{er} décembre 1954, avec ancienneté du 7 février 1953 (bonification pour services militaires : 4 ans 9 mois 24 jours) : M. Aït Mahanna Lahoucine, m¹⁰ 1048,

gardiens de 5^e classe ;

Gardien de 5^e classe du 1^{er} août 1954, avec ancienneté du 24 mars 1952 (bonification pour services militaires : 2 ans 4 mois 6 jours) : M. Anjad Ahmed, m¹⁰ 1039, gardien de 5^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 10 août 1955.)

M. Rouhant René, *préposé-chef*, 1^{er} échelon des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction des finances du 1^{er} septembre 1955. (Arrêté directorial du 9 août 1955.)

M. Caron Germain, *préposé-chef*, 1^{er} échelon des douanes, dont la démission est acceptée, est rayé des cadres de la direction des finances du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Est réintégré dans son emploi du 1^{er} septembre 1955 : M. Naréjos Marius, *préposé-chef*, 5^e échelon des douanes, en disponibilité. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Sont promus dans l'administration des douanes et impôts indirects du 1^{er} octobre 1955 :

Inspecteur principal de 1^{re} classe : M. Walch Frédéric, inspecteur principal de 2^e classe ;

Inspecteur de 2^e classe : M. de Saint-Aubin Robert, inspecteur adjoint de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux des 18 juillet et 29 août 1955.)

Est placé dans la position de disponibilité pour satisfaire à ses obligations militaires du 18 août 1955 : M. Runarvot René, agent de constatation et d'assiette, 2^e échelon des douanes. (Arrêté directorial du 1^{er} septembre 1955.)

Sont nommés :

Commis principal de 2^e classe du 1^{er} novembre 1955 : M¹⁰ Maillot Monique, *commis principal de 3^e classe* ;

Commis principal de 3^e classe du 4 novembre 1955 : M. Orosco Paul, *commis de 1^{re} classe* ;

Commis de 1^{re} classe du 21 novembre 1955 : M. Léonetti Jean, *commis de 2^e classe* ;

Commis de 2^e classe du 1^{er} novembre 1955 : M¹⁰ Bruckmann Jacqueline, *commis de 3^e classe* ;

Dactylographe, 6^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M¹⁰ Manzano Claire, *dactylographe, 5^e échelon*.

(Arrêtés directoriaux du 26 septembre 1955.)

Est promu, au service des impôts ruraux, *cavalier de 1^{re} classe* du 1^{er} avril 1955 : M. Mohamed ben Ali, *cavalier de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 18 mai 1955.)

Sont promus au service des perceptions :

Chef de service de 1^{re} classe (2^e échelon) du 1^{er} novembre 1955 : M. Marin Emile, *chef de service de 1^{re} classe (1^{er} échelon)* ;

Du 1^{er} décembre 1955 :

Contrôleur principal, 3^e échelon : M. Salierno Gervais, *contrôleur principal, 2^e échelon* ;

Agent principal de poursuites de 4^e classe : M. Matignon Henri, *agent principal de poursuites de 5^e classe* ;

Commis principal hors classe : M. Gonzalez Manuel, *commis principal de 1^{re} classe*.

(Arrêtés directoriaux du 29 septembre 1955.)

* * *

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS.

Est rayé des cadres de la direction des travaux publics du 13 octobre 1955 : M. Bablon Georges, ingénieur subdivisionnaire de 2^e classe, admis en qualité d'élève stagiaire de 1^{re} année à l'école nationale des ponts et chaussées. (Arrêté directorial du 16 septembre 1955.)

Sont nommées, après concours, *commis stagiaires* du 1^{er} juillet 1955 : M¹⁰ Bayle Marie-Armande, M¹⁰ Lemal Félicienne et M¹⁰ Polidori Claudine, agents journaliers. (Arrêtés directoriaux des 18 et 19 août 1955.)

Est nommé, après concours, *conducteur de chantier stagiaire* du 1^{er} août 1955 : M. Membribe Yvan, agent journalier. (Arrêté directorial du 6 septembre 1955.)

Est nommé, après concours, *agent technique de 1^{re} classe* du 1^{er} août 1955 : M. Elmoznino Emile, *commis principal de 3^e classe*. (Arrêté directorial du 7 septembre 1955.)

Sont nommés, après concours, *conducteurs de chantier de 5^e classe* du 1^{er} août 1955 et reclassés au même grade à la même date :

Avec ancienneté du 3 juillet 1953 (bonification pour services militaires : 2 ans 28 jours) : M. Falco Louis, *commis de 1^{re} classe* ;

Avec ancienneté du 18 février 1954 (bonification pour services militaires : 1 an 5 mois 13 jours) : M. Gil Jean-Baptiste, *commis de 3^e classe*.

(Arrêtés directoriaux du 6 septembre 1955.)

Application du dahir du 5 avril 1945 sur la titularisation des auxiliaires.

Sont titularisés et nommés du 1^{er} janvier 1951 :

Sous-agent public de 3^e catégorie, 2^e échelon (manœuvre non spécialisée), avec ancienneté du 1^{er} août 1948 : M. Jerrar Mohamed ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon (manœuvre spécialisée), avec ancienneté du 1^{er} juin 1950 : M. Ba Hassain Moha, agents journaliers.

(Arrêtés directoriaux des 30 et 31 août 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'AGRICULTURE ET DES FORÊTS.

Sont promus au service topographique chérifien, du 1^{er} novembre 1955 :

Sous-agent public de 2^e catégorie, 8^e échelon : M. Abdallah ben Aïssa, sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon ;

Sous-agent public de 2^e catégorie, 7^e échelon : M. Brahim ben Mohammed, sous-agent public de 2^e catégorie, 6^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 24 septembre 1955.)

Sont reclassés au service topographique en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Ingénieur géomètre principal hors classe du 1^{er} novembre 1948, avec ancienneté du 15 mai 1947 : M. Fournel André, ingénieur géomètre principal hors classe ;

Ingénieur géomètre de 2^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 1^{er} février 1949, ingénieur géomètre de 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 1^{er} mars 1951, et ingénieur géomètre principal de 2^e classe du 10 mars 1953 : M. Martin Fernand ingénieur géomètre de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 27 août et 13 septembre 1955.)

Sont promus, au service de la conservation de la propriété foncière :

Interprète principal hors classe du 1^{er} décembre 1955 : M. Bakhus Nicolas, interprète principal de 1^{re} classe ;

Chef chaouch de 1^{re} classe du 1^{er} janvier 1955 : M. Farah el Haj, chef chaouch de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 26 septembre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1955 :

Contrôleur principal de 1^{re} classe de l'O.C.I.C. : M. Pasquet Robert, contrôleur principal de 2^e classe ;

Commis principal hors classe : M. Baéza Roger, commis principal de 1^{re} classe.

(Arrêtés directoriaux du 30 septembre 1955.)

Est promu vétérinaire-inspecteur principal de l'élevage, 2^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M. Villechaise Jean, vétérinaire-inspecteur principal, 1^{er} échelon. (Arrêté directorial du 19 septembre 1955.)

Sont promus du 1^{er} décembre 1955 :

Vétérinaire-inspecteur principal, 1^{er} échelon : M. Roumy Bernard, vétérinaire-inspecteur de 1^{re} classe (2^e échelon) ;

Vétérinaire-inspecteur de l'élevage de 2^e classe (4^e échelon) : M. Delmaire Marcel, vétérinaire-inspecteur de 2^e classe (3^e échelon).

(Arrêtés directoriaux des 3 juin, et 30 septembre 1955.)

Sont promus du 1^{er} novembre 1955 :

Dactylographe, 4^e échelon : M^{me} Audren Lucie, dactylographe, 3^e échelon ;

Dactylographe, 3^e échelon : M^{me} Bouteiller Rolande, dactylographe, 2^e échelon ;

Agent public de 4^e catégorie, 6^e échelon : M. Benchemsi Alami, agent public de 4^e catégorie, 5^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 19 septembre 1955.)

Est promu commis principal de classe exceptionnelle (avant 3 ans) du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Gauvin Albertine, commis principal hors classe. (Arrêté directorial du 30 septembre 1955.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954, au service topographique :

Ingénieur géomètre principal de 2^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 6 mars 1952, et ingénieur géomètre principal de 1^{re} classe du 6 avril 1954 : M. Costa François, ingénieur géomètre de 1^{re} classe ;

Ingénieur géomètre de 1^{re} classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 14 novembre 1950, et ingénieur géomètre principal de 2^e classe du 14 novembre 1952 : M. Roullier Joseph, ingénieur géomètre de 1^{re} classe ;

Ingénieur géomètre de 3^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 15 septembre 1950, et ingénieur géomètre de 2^e classe du 15 mai 1953 : M. Noyez Jean, ingénieur géomètre de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux du 13 septembre 1955.)

Est nommée, après concours, dactylographe, 1^{er} échelon du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Péna Marie-Rose, dactylographe journalière. (Arrêté directorial du 21 juillet 1955.)

Est nommé, après concours, adjoint technique stagiaire du génie rural du 1^{er} juillet 1955 : M. Mellini Jean. (Arrêté directorial du 19 septembre 1955.)

Est acceptée à compter du 1^{er} octobre 1955 la démission de son emploi de M. Fauveau Roland, moniteur agricole de 8^e classe. (Arrêté directorial du 17 septembre 1955.)

Sont promus du 1^{er} novembre 1955 :

Chimiste en chef de 1^{re} classe : M. Chambionnat André, chimiste en chef de 2^e classe ;

Ingénieur adjoint des travaux ruraux de 2^e classe : M. Orzi Lucien, ingénieur adjoint de 3^e classe ;

Adjoint technique du génie rural de 2^e classe : M. Bernhard Robert, adjoint technique de 3^e classe ;

Adjoint technique du génie rural de 3^e classe : M. Domergue Marcel, adjoint technique de 4^e classe ;

Moniteur agricole de 4^e classe : M. Addi Lateur ben Mohamed, moniteur agricole de 5^e classe ;

Moniteur agricole de 5^e classe : M. André Pierre-Albert, moniteur de 6^e classe ;

Moniteur agricole de 6^e classe : M. Courtet Jean, moniteur de 7^e classe ;

Moniteurs agricoles de 8^e classe : MM. Chaffurin Charles et Astric Christian, moniteurs de 9^e classe ;

Sténodactylographe de 6^e classe : M^{me} Martin Ghislaine, sténodactylographe de 7^e classe ;

Dactylographe, 4^e échelon : M^{me} Piaggio Yvonne, dactylographe, 3^e échelon ;

Dactylographe, 3^e échelon : M^{me} Emonet Denise, dactylographe, 2^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 19 septembre 1955.)

Sont reclassés, en application du dahir du 4 décembre 1954 :

Ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 22 mai 1951 : M. Baudoin Pierre, ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon ;

Ingénieur des services agricoles, 1^{er} échelon du 1^{er} janvier 1951, avec ancienneté du 10 janvier 1950, promu ingénieur, 2^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 21 mai 1951, et ingénieur, 3^e échelon du 21 juillet 1954 : M. Coutan Robert, ingénieur des services agricoles, 3^e échelon ;

Ingénieur en chef des services agricoles, 3^e échelon du 1^{er} mars 1952, avec ancienneté du 27 août 1951, promu ingénieur en chef, 4^e échelon du 27 octobre 1953 : M. Wéry-Protat Adolphe, ingénieur en chef des services agricoles, 4^e échelon ;

Ingénieur principal des services agricoles, 3^e échelon du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 11 décembre 1951, promu ingénieur principal, 4^e échelon du 11 décembre 1953 : M. Foisnet Germain, ingénieur principal des services agricoles, 4^e échelon ;

Inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 1^{re} classe (avant 2 ans) du 1^{er} décembre 1951, avec ancienneté du 19 décembre 1950, promu inspecteur principal de 1^{re} classe (après 2 ans) du 19 décembre 1952 : M. Perrin André, inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 1^{re} classe (après 2 ans) ;

Inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 2^e classe du 1^{er} juillet 1951, avec ancienneté du 27 mai 1950, inspecteur principal de 1^{re} classe (avant 2 ans) du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 27 mai 1952, promu inspecteur principal de 1^{re} classe (après 2 ans) du 27 mai 1954 : M. Treulle Jean, inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 1^{re} classe ;

Inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 3^e classe du 1^{er} octobre 1950, avec ancienneté du 5 mai 1950, promu inspecteur principal de 2^e classe du 21 juillet 1952, avec ancienneté du 5 juillet 1952, inspecteur principal de 1^{re} classe (avant 2 ans) du 5 août 1954 : M. Bachellet André, inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 1^{re} classe (avant 2 ans) ;

Inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 7 décembre 1950, promu inspecteur principal de 2^e classe du 7 janvier 1953 : M. Rolland Jacques, inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 2^e classe ;

Inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 3^e classe du 1^{er} juin 1951, avec ancienneté du 4 janvier 1951, promu inspecteur principal de 2^e classe du 4 février 1953 : M. Buoncristiani André, inspecteur principal de l'O.C.I.C. de 2^e classe ;

Chimiste principal de 3^e classe du 1^{er} janvier 1952, avec ancienneté du 18 août 1950, promu chimiste principal de 2^e classe du 18 août 1952 et chimiste principal de 1^{re} classe du 18 août 1954 : M. Gaby Jean-Baptiste, chimiste principal de 2^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 8, 11, 13, 17 août, 7, 30 septembre et 3 octobre 1955.)

* * *

DIRECTION DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE.

Est nommée, après concours, *monitrice de 6^e classe (stagiaire)* du service de la jeunesse et des sports du 1^{er} juillet 1955 : M^{me} Grueter Lucienne, monitrice journalière. (Arrêté directorial du 24 août 1955.)

Sont nommés :

Institutrice de 4^e classe du 1^{er} octobre 1955, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{me} Leroy Janine ;

Institutrice de 6^e classe du 18 juin 1955 : M^{me} Alexandre Claire ;

Instituteurs stagiaires du 1^{er} octobre 1955 : MM. Grimigni Toussaint et Mzily Salah ;

Institutrices et instituteurs stagiaires du cadre particulier du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Auzon-Cape Marcelle, Consonni Marie-Christiane, Carrer Marie et M. Mghabbar Hassan ;

Maitre de travaux manuels de 6^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) du 1^{er} octobre 1955 : M. Sonderer Guy ;

Mouderrès stagiaire des classes primaires du 1^{er} octobre 1954 et mouderrès de 6^e classe des classes primaires du 1^{er} janvier 1955 : M. Belrhiti-Alaoui Ahmed ;

Mouderrès stagiaires des classes primaires du 1^{er} octobre 1955 : MM. Ouajjaj El Houssaïn et Boumahdi Ahmed.

(Arrêtés directoriaux des 29 juillet, 24 août, 1^{er}, 9 et 15 septembre 1955.)

Sont promus :

Professeur agrégé, 9^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Baessa André ;

Professeur agrégé, 7^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M. Dinet Henri ;

Professeur agrégé, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Josion Jeanine ;

Professeurs bi-admissibles à l'agrégation, 4^e échelon du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Granges Violette et M. Pasquignon Jean ;

Professeur bi-admissible à l'agrégation, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Mas Andrée ;

Professeurs licenciés, 9^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1955 : MM. Chapuis Pierre et Hélin Léon ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{mes} Pallanca Fanny et Sanz d'Alba Marie-Louise ;

Professeurs licenciés, 8^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Mérigot Jean ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Ecoffard Jacqueline et M^{lle} Pellistrandi Hélène ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{lle} Robert Lina ;

Professeurs licenciés, 7^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Lecerf Lina ; M^{mes} Arnould Suzanne et Sahul Marguerite ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Branger Alice ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{mes} Guébet Marie, Manhès Andrée ; MM. Lakdar Mohamed et Launais Guy ;

Professeurs licenciés, 6^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Ben Chemsî Khadidja et M. Miège Jean ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Le Moyne de Forges Françoise ;

Professeurs licenciés, 5^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Béliard Andrée ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Georges Simone ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M. Adad Maurice ;

Professeurs licenciés, 4^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Bessou Mireille ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Picca Georgette ;

Professeurs licenciés, 3^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Jacques Blaisette ; M. Jean Michel ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M. Znihèr Mohamed ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Aubert Annick ; M^{lle} Guillot Andrée et M. Rollet Jacques ;

Professeur licencié, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Ruy Paule ;

Professeur certifié, 7^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Baron Robert ;

Professeurs certifiés, 6^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Viveros Madeleine ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Guyader Gisèle ;

Professeurs certifiés, 4^e échelon :

Du 1^{er} octobre 1955 : M. Fassi Nacèr ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Laget Madeleine ;

Professeurs certifiés, 3^e échelon :

Du 1^{er} novembre 1955 : MM. Chicanne J.-Louis et Gayraud Marcel ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Gilot Renée ;

Censeur agrégé, 9^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Miquel Georges ;

Professeurs chargés de cours d'arabe :

Du 1^{er} octobre 1955 :

8^e échelon : M. Vincenti Pierre ;

7^e échelon : MM. Dray Maurice et Abdelouahed Bentalha ;

4^e échelon : M. Chiadmi Mohamed ;

Du 1^{er} novembre 1955 :

3^e échelon : M. Nedjar Bahmani ;

Intendants et intendante du 1^{er} octobre 1955 :

6^e échelon : M. Roux Roger ;

4^e échelon : M^{lle} Esclapez Lise et M. Choukroun Albert ;

Sous-intendants et sous-intendantes :

Du 1^{er} octobre 1955 :

8^e échelon : M^{me} Amic Marie-Stelline ;

5^e échelon : M. Delas Jean ;

Du 1^{er} décembre 1955 :

5^e échelon : M^{lle} Pognon Simone et M. Nadaud Yves ;

Economé, 2^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M. Christol Marcel ;

Chargée d'enseignement, 8^e échelon du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Casile Marie ;

Chargés d'enseignement du 1^{er} décembre 1955 :

6^e échelon : M^{me} Perchais Juliette ;

5^e échelon : M. Beluzzi Georges ;

Chargée d'enseignement, 4^e échelon du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Clément Antonia ;

Répétitrice surveillante de 1^{re} classe (1^{er} ordre) du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Audibert Andrée ;

Répétiteur surveillant de 1^{re} classe (2^e ordre) du 1^{er} décembre 1955 : M. Kollen Jean ;

Répétitrices surveillantes de 2^e classe (2^e ordre) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Raffy Jeanne ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Hersberg Hélène ;

Répétitrice et répétiteurs surveillants de 3^e classe (2^e ordre) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Mendès Huguette et M. Acquaviva Jean-Etienne ;

Du 1^{er} décembre 1955 : MM. Liman Mohamed Tahar et Grimal Pierre ;

Répétitrices et répétiteurs surveillants de 4^e classe (2^e ordre) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Mulet Gisèle, Millet Yvette ; MM. Bouisset Marcel et Fasla Mohammed ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Tasso Charlotte-Angèle et M^{lle} Sambucconi Marie-Fillipa ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Gélis Marguerite ;

Répétitrices et répétiteurs surveillants de 5^e classe (2^e ordre) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Theuil Monique, Garnier Odette, Battle Colette et M. Trébuchet Jean ;

Du 1^{er} novembre 1955 : M^{mes} Rousseau Etiennette, Cipièrre Micheline ; MM. Alami Driss et Claverie Alain ;

Répétitrice surveillante de 3^e classe (3^e ordre) du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Voirin Suzanne ;

Institutrices et instituteurs de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Grégoire Andrée, Valade Anne-Louise, Louis Madeleine, Paffenhoff Suzanne ; MM. Hébrard Georges et Nivault René ;

Institutrices et instituteurs de 2^e classe :

Du 1^{er} juillet 1955 : M^{me} Changeur Marie ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Thoret Lucette, Teboul Madeleine, Bozzi Françoise, Gegout Hélène, Batigne Gilberte ; MM. Faggianelli Jean, Antonini Pierre et Girard Georges ;

Institutrices et instituteurs de 3^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Pujol Malzine, Peureux Colette, Charpentier Jeanine, Lœuil Ariane et M. Palermo Jacques ;

Institutrices et instituteurs de 4^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Fontan Françoise, Meurie Claire, Michalet Jacqueline, Grégoire Suzanne et Bouanich Lucienne ; M^{lle} Frauciel Renée, Gustin Yvette et M. Soutric Hyppolyte ;

Institutrices de 5^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Ritter Marguerite, Girard Christiane et Cosset Evelyne ;

Institutrice de 5^e classe du cadre particulier du 1^{er} octobre 1955 : M^{lle} Couturoux Christiane ;

Mouderrès de 1^{re} classe du 1^{er} octobre 1955 : M. Saïd el Hadj Ahmed el Oujdi ;

Mouderrès du 1^{er} décembre 1955 :

De 2^e classe : M. Ali el Amrani ;

De 3^e classe : M. Lhoumam Abbès ;

Maîtresse de travaux manuels et maîtres de travaux manuels de 4^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Dodeman Anne-Marie ;

Du 1^{er} décembre 1955 : MM. Chalet Gabriel et Bordes Georges ;

Maîtresses et maître de travaux manuels de 5^e classe (cadre normal, 2^e catégorie) :

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Castet Yvonne et M^{lle} Rivière Annette ;

Du 1^{er} décembre 1955 : M^{me} Ratron Nicole ; M^{mes} Gaudin Bernadette, Lalanne Nicole et M. Naïmi Abdelali ;

Assistance maternelle de 2^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Houze Armande ;

Assistante maternelle de 4^e classe du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Micromont Marie-Marguerite ;

Assistances maternelles de 5^e classe :

Du 1^{er} janvier 1955 : M^{me} Richard Thérèse ;

Du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Lacombe Ginette.

(Arrêtés directoriaux des 8, 9, 13 et 15 septembre 1955.)

Est rangé professeur agrégé (cadre unique, 1^{er} échelon) du 15 avril 1954, avec 1 an 6 mois 14 jours d'ancienneté : M. Lafon André. (Arrêté directorial du 7 septembre 1955.)

Est reclassé instituteur de 6^e classe du cadre particulier du 1^{er} janvier 1951, avec 1 an 6 jours d'ancienneté, promu à la 5^e classe de son grade du 1^{er} janvier 1952, rangé dans la 5^e classe des instituteurs du cadre général du 1^{er} octobre 1953, avec 1 an 3 mois 6 jours d'ancienneté : M. Michel Robert. (Arrêté directorial du 11 août 1955.)

Sont réintégrés :

Chargée d'enseignement (cadre unique, 3^e échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 2 ans 4 mois d'ancienneté : M^{lle} Laparra Monique ;

Moniteur de 4^e classe du 1^{er} octobre 1955, avec 10 mois d'ancienneté : M. Allali Lahbib ben Abdelkader.

(Arrêtés directoriaux des 13 juillet et 15 septembre 1955.)

Sont remis, sur leur demande, à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

MM. Thouvenin Jean, professeur agrégé, 9^e échelon ;

Marambaud Pierre, instituteur de classe exceptionnelle ;

Barbenoire Fernand, Pitault Raymond et Balayssac Francis instituteurs hors classe ;

M^{me} Bault Marguerite, institutrice de 2^e classe ;

M. Surcoux Louis, instituteur de 4^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 6, 7, 8 et 9 septembre 1955.)

Sont remises à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

M^{me} Hiboux Jeanne, chargée d'enseignement (cadre unique 8^e échelon) ;

Villar Irène, institutrice hors classe.

(Arrêtés directoriaux du 7 septembre 1955.)

MM. James André et Aïllal Mohamed, commis stagiaires, dont la démission est acceptée, sont rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} juillet 1955. (Arrêtés directoriaux du 5 septembre 1955.)

Sont nommés :

Professeur agrégé (cadre unique, 1^{er} échelon) du 1^{er} octobre 1955, avec 1 an 9 mois d'ancienneté : M^{lle} Sébastian Cécile ;

Répétiteur surveillant de 2^e ordre (cadre unique) du 1^{er} octobre 1955 : M. Zuida Claude ;

Institutrices et instituteurs stagiaires du cadre particulier du 1^{er} octobre 1955 : M^{mes} Fernandez Joséphine, Vergé Marguerite, Potin Nicole, Nony Andrée ; M^{lles} Castillon Marcelle, Michelangeli Napoléone, Bourlet Émilienne, Susini Françoise, Rouger Bernadette ; MM. Lignereux Roger, Giovannangeli Étienne, Sainson Guy, Simonin Gabriel, Urso Roger, Barny Jean, Jogourel Henri et Dumoulin Jacques ;

Maître de travaux manuels de 6^e classe (cadre unique, 2^e catégorie) du 1^{er} janvier 1955 : M. Orth Pierre ;

Commis stagiaires du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Hutter Anne-Marie ; MM. Zaïd Benali, Aïllal Mohamed et James André ;

Mouderrès stagiaires des classes primaires du 1^{er} octobre 1955 : MM. Sakr Hamid, Issam Ahmed, El Amrani Yahia et Boukhsibi Boubekèr.

(Arrêtés directoriaux des 29 juin, 15 juillet, 7, 22, 24 août, 1^{er} et 7 septembre 1955.)

Est délégué dans les fonctions de *professeur technique adjoint, 3^e échelon (cadre unique)* du 1^{er} octobre 1955, avec 3 ans d'ancienneté : M. Delimard René. (Arrêté directorial du 16 août 1955.)

Sont reclassés :

Instituteur de 3^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1955, avec 2 ans 5 mois 26 jours d'ancienneté : M. Thomas Jean ;

Instituteur de 4^e classe (cadre particulier) du 1^{er} janvier 1955, avec 7 mois 10 jours d'ancienneté : M. Galtier Marcel.

(Arrêtés directoriaux des 29 et 31 août 1955.)

Sont remis, sur leur demande, à la disposition de leur administration d'origine et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

M. Trucchi Jacques, professeur licencié (cadre unique, 4^e échelon) ;

M^{me} Bastian Jeanine et M. Laval Raymond, professeurs licenciés (cadre unique, 3^e échelon) ;

MM. Michel Joseph, chargé d'enseignement (cadre unique, 8^e échelon) ;

Desjacques Jean-Pierre, instituteur de 1^{re} classe ;

M^{me} Collin Odette, institutrice de 3^e classe.

(Arrêtés directoriaux des 17, 25, 30 août et 5 septembre 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2235, du 26 août 1955, page 1322.

Sont promus *commis chefs de groupe* :

De 3^e classe : M. Charkaoui Mustapha ;

De 5^e classe : M^{me} Chapoulié Rose.

Au lieu de : « du 1^{er} juillet 1955 » ;

Lire : « du 1^{er} janvier 1955. »

* * *

DIRECTION DE LA SANTÉ PUBLIQUE ET DE LA FAMILLE.

Est promue *adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômés d'État)* du 1^{er} août 1955 : M^{lle} Membrat Jeanine, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômés d'État). (Arrêté directorial du 2 août 1955.)

Est reclassé *adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État)* du 2 janvier 1954, avec ancienneté du 2 janvier 1952 (bonification pour services militaires : 10 mois 29 jours) : M. Delisle Michel, adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État). (Arrêté directorial du 2 juillet 1955.)

Est recrutée en qualité d'*adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État)* du 9 août 1955 : M^{me} Loustalot Yvonne. (Arrêté directorial du 25 août 1955.)

Est reclassé *administrateur-économiste principal de 6^e classe (nouvelle hiérarchie)* du 1^{er} septembre 1951, avec ancienneté du 31 août 1950 (bonification pour services militaires de guerre : 1 an 1 jour), promu *administrateur-économiste de 5^e classe (nouvelle hiérarchie)* du 1^{er} septembre 1952 et *administrateur-économiste principal de 4^e classe* du 1^{er} septembre 1954 : M. Ithurrart Joseph, administrateur-économiste principal de 4^e classe. (Arrêté directorial du 19 août 1955.)

Est promue *commis principal de 1^{re} classe* du 1^{er} novembre 1955 : M^{me} Donnier Raymonde, *commis principal de 2^e classe*. (Arrêté directorial du 17 septembre 1955.)

L'ancienneté de M. Gressier Pierre, commis de 2^e classe, est reportée du 1^{er} mai 1952 au 24 septembre 1951 (bonification pour services civils : 7 mois 6 jours).

L'intéressé est promu *commis de 1^{re} classe* du 1^{er} juin 1954.

(Arrêtés directoriaux des 8 et 31 août 1955.)

Est nommée *dactylographe, 4^e échelon* du 1^{er} novembre 1955 : M^{lle} Bayard Ginette, dactylographe, 3^e échelon. (Arrêté directorial du 17 septembre 1955.)

Est nommée *dame employée de 5^e classe* du 1^{er} octobre 1955 : M^{me} Capo Olga, dame employée de 6^e classe. (Arrêté directorial du 17 septembre 1955.)

Est nommé *agent public hors catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} novembre 1954 : M. Grosjean Charles, adjoint de santé de 4^e classe (cadre des non diplômés d'État). (Arrêté directorial du 31 août 1955.)

Sont nommés *agents publics de 2^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} octobre 1954 : M. Chdid Lahcèn, sous-agent public hors catégorie, 5^e échelon ; M. Ichchou Mohammed, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 4^e échelon ;

Est nommé *agent public de 3^e catégorie, 1^{er} échelon* du 1^{er} octobre 1954 : M. Wafdi Moussa, sous-agent public de 1^{re} catégorie, 3^e échelon.

(Arrêtés directoriaux du 10 août 1955.)

Est rayé des cadres de la direction de la santé publique et de la famille du 1^{er} mars 1955 : M. Casanova Charles, médecin de 3^e classe. (Arrêté directorial du 28 février 1955.)

Est placée dans la position de disponibilité du 10 septembre 1955 : M^{lle} Verly Pauline, adjointe de santé de 4^e classe (cadre des diplômées d'État). (Arrêté directorial du 8 septembre 1955.)

Est placée dans la position de disponibilité, pour convenances personnelles, du 1^{er} septembre 1955 : M^{lle} Boucherot Micheline, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État). (Arrêté directorial du 23 août 1955.)

M^{lle} Mansoux Gilberte, adjointe de santé de 5^e classe (cadre des diplômées d'État), en disponibilité, dont la démission est acceptée, est rayée des cadres de la direction de la santé publique et de la famille du 1^{er} septembre 1955. (Arrêté directorial du 18 août 1955.)

Rectificatif au Bulletin officiel n° 2237, du 9 septembre 1955,
page 1381.

Sont titularisés et nommés

Au lieu de :

« Adjointe de santé de 5^e classe (cadre des non diplômées d'État)
du 1^{er} juin 1955 : M^{me} Mugnier Jean,..... » ;

Lire :

« Adjoint de santé de 5^e classe (cadre des non diplômés d'État)
du 1^{er} juin 1955 : M. Mugnier Jean,..... »

Admission à la retraite.

M^{me} Rabeuf Marcelle, commis principal hors classe, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à une retraite proportionnelle à jouissance immédiate et rayée des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 10 août 1955.)

M^{me} Schiffmacher Jeanne, agent public de 3^e catégorie, 7^e échelon, est admise, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayée des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 24 juillet 1955.)

Sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite au titre de l'article 10 du dahir du 26 janvier 1955 (dispositions transitoires) et rayés des cadres de la direction de l'instruction publique du 1^{er} octobre 1955 :

M^{mes} Ferrari Esther, Gabrielli Marie, institutrices hors classe ;
M. Boualga Habib, instituteur de 1^e classe (cadre particulier) ;
M^{mes} Anton Suzanne, agent public de 4^e catégorie (8^e échelon) ;
Nicolas Palma, agent public de 4^e catégorie (6^e échelon).
(Arrêtés directoriaux du 24 juillet 1955.)

M. Poupert Emile, adjudant, 6^e échelon des douanes, est admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite et rayé des cadres de la direction des finances (administration des douanes et impôts indirects) du 1^{er} octobre 1955. (Arrêté directorial du 17 juin 1955.)

Résultats de concours et d'examens.

Examen professionnel du 4 octobre 1955
pour le grade d'ingénieur géomètre adjoint
du service topographique chérifien.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Mauger Bernard, Edel Bernard, Seban André, Grand Alain, Huc Louis, Hauser Nicolas, Bernard Jacques, Savery Marc, Gonon Antoine, Tournier Pierre, Baradat Henri, Marin Emmanuel.

Concours des 4 et 7 mai 1955
pour l'emploi d'inspecteur-élève des P.T.T.

1^{er} concours :

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Odin Jean, Mirailles Marcel, Saint-Paul Jean, Robert François, Pierrot Guy, Falconnier Paul, Gastou Louis et Tournier Jean.

2^e concours :

Candidat admis : M. Ben Mergui Claude.

Concours du 6 juin 1955
pour l'emploi de contrôleur des travaux de mécanique des P.T.T.
(branche des ateliers de mécanique).

Candidats admis : néant.

Concours des 9, 10 mai, 5 et 25 juillet 1955
pour l'emploi d'agent des installations des P.T.T.

Candidats admis (ordre de mérite) : MM. Da Silva Custodio, Pagès Jacques, Elmalch Jacques, Benibgui Joseph, Joly Michel, Lalaoui Seddik, Maman Haïm et Garcia Richard.

Examen des 15 et 16 juin 1955
pour l'emploi d'ouvrier d'État de 3^e catégorie des P.T.T.

1^{re} Spécialité : conducteur de presse automatique :

Candidat admis : M. Carmona Claude.

2^e Spécialité : opérateur de radiodiffusion :

Candidats admis (ordre alphabétique) : MM. Pagès Jacques et Quiros Carlos.

Examen des 15 et 17 juin 1955
pour l'emploi d'ouvrier d'État de 4^e catégorie des P.T.T.

Spécialité : opérateur de radiodiffusion :

Candidats admis (ordre alphabétique) : MM. Adenis Pierre, Hollman Philippe, Manceau Nadym et Mirété Lucien.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours
pour l'emploi de perforateur-vérifieur sur machines à cartes perforées.

La direction du commerce et de la marine marchande ouvre le 29 novembre 1955, à Casablanca, un examen technique d'aptitude pour le recrutement d'un perforateur-vérifieur sur machines à cartes perforées.

Cet emploi sera attribué à un bénéficiaire du dahir du 23 janvier 1951 ou, à défaut, à un autre candidat venant en rang utile.

Les conditions d'admission ont été fixées par l'arrêté viziriel du 30 septembre 1953, publié au Bulletin officiel n° 2138, du 16 octobre 1953 ; les épreuves ont été fixées par l'arrêté du secrétaire général du Protectorat du 19 septembre 1955, publié au Bulletin officiel n° 2239, du 23 septembre 1955.

Les demandes d'inscription, accompagnées des pièces requises, devront parvenir à la direction du commerce et de la marine marchande (service du commerce), 12, rue Colbert, à Casablanca, avant le 9 novembre 1955, dernier délai.

Avis relatif au préstage.

Le Bulletin officiel du 14 octobre 1955, page 1573, a publié un tableau indiquant le nombre et les catégories d'emplois ouverts dès maintenant, en vue de recruter par préstage des candidats marocains dans les conditions fixées par le dahir du 3 mai 1955 (B.O. n° 2226, p. 935).

Le préstage portera dès cette année sur 303 emplois dont la moitié environ se trouve déjà tenue par des agents temporaires

candidats au préstage. Sauf défections qui surviendraient dans les emplois occupés par ces temporaires et qui pourraient augmenter le nombre des emplois offerts aux postulants n'appartenant encore à aucun titre à l'administration, restent à pourvoir les 145 emplois suivants :

DÉSIGNATION DES EMPLOIS PAR DIRECTION ET PAR CATÉGORIE « B » (emploi du cadre moyen) ou « C » (emploi du cadre secondaire)	POSTES à pourvoir
<i>Santé publique.</i>	
Commis	« C » 5
<i>Agriculture et forêts.</i>	
Adjoints techniques du génie rural	« B » 3
Adjoints du cadastre	« B » 3
Commis	« C » 2
Moniteurs agricoles	« C » 3
<i>Affaires chérifiennes.</i>	
Commis-greffiers des juridictions makhzen.	« C » 5
Commis-greffiers des juridictions coutumières	« C » 3
<i>Commerce et marine marchande.</i>	
Préparateur océanographe	« B » 1
Contrôleur de la marine marchande	« B » 1
Commis du service central	« C » 2
Commis des services extérieurs	« C » 2
Garde maritime	« C » 1
<i>Intérieur.</i>	
Agents techniques des métiers et arts marocains	« B » 2
Contrôleurs des travaux municipaux	« B » 4
Contrôleur de plantation	« B » 1
Dessinateurs des plans de ville	« B » 13
Agents de constatation (municipalité)	« C » 3
Agents techniques des plans de ville	« C » 12
Agents techniques des travaux municipaux.	« C » 8
Sergents des sapeurs-pompiers	« C » 15
Agents techniques de plantation	« C » 4
<i>Travaux publics.</i>	
Contrôleurs des transports routiers	« B » 1
Commis	« C » 8
Conducteurs de chantier	« C » 4
<i>Office des P.T.T.</i>	
Agents d'exploitation	« C » 35
<i>Office marocain des anciens combattants.</i>	
Commis	« C » 1
<i>Instruction publique.</i>	
Commis	« C » 3
TOTAL.....	145

Dans le courant du présent trimestre, les postulants qui auront été admis au préstage doivent recevoir l'enseignement de base approprié pour les élever dans une ou deux années, suivant la technicité de l'emploi, au niveau du candidat qui vient de subir avec succès les épreuves du concours normal d'accès.

Des renseignements détaillés (une note imprimée a été établie pour chaque emploi) sur les emplois accessibles par préstage peuvent être demandés dans les bureaux de personnel de chaque direction et auprès des services régionaux et municipaux (bureaux des régions et des municipalités). Les intéressés peuvent dès maintenant adresser leur candidature au chef du bureau de personnel de la direction dont relève l'emploi en vue duquel ils désirent effectuer le préstage.

Avis de concours

pour l'emploi d'inspecteur adjoint stagiaire des cadres extérieurs de la direction des finances.

Un concours pour soixante emplois d'inspecteur adjoint stagiaire des cadres extérieurs de la direction des finances du Maroc s'ouvrira les 30 et 31 janvier 1956, à Rabat, Paris et dans d'autres centres de la France, si le nombre des candidats le justifie.

Ce concours est ouvert exclusivement aux candidats du sexe masculin.

La répartition est la suivante :

Administration des douanes et impôts indirects	26
Service des domaines	8
Service des perceptions	10
Service de l'enregistrement et du timbre	2
Service des impôts urbains	9
Service de la taxe sur les transactions	5

TOTAL..... 60

Les candidats n'appartenant pas aux cadres de la direction des finances du Maroc (secrétaires d'administration, contrôleurs et agents de poursuites) devront être titulaires de certains diplômes énumérés dans l'arrêté du directeur des finances du 14 février 1951 (outre le baccalauréat de l'enseignement secondaire, la première partie du baccalauréat en droit ou un certificat de licence ou le brevet d'études juridiques et administratives marocaines, au minimum), et être âgés de dix-huit ans au moins et de trente ans au plus à la date du concours ; cette limite d'âge est susceptible d'être prolongée dans certaines conditions, notamment en faveur des candidats au titre du dahir du 23 janvier 1951 (anciens combattants et victimes de la guerre, etc.) et de ceux qui ont des enfants à charge.

Sur le nombre des emplois mis au concours : vingt sont réservés aux bénéficiaires du dahir du 23 janvier 1951, et douze aux secrétaires d'administration, contrôleurs des cadres extérieurs et agents de poursuites de la direction des finances.

Date de clôture des inscriptions : 19 décembre 1955.

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à la direction des finances (bureau du personnel), à Rabat.

N.B. — Huit postes sont réservés sur titre aux candidats marocains diplômés du cadre supérieur de l'E.M.A., indépendamment des emplois mis au concours.

DIRECTION DES FINANCES.

Service des perceptions et recettes municipales.

Avis de mise en recouvrement des rôles d'impôts directs.

Les contribuables sont informés que les rôles mentionnés ci-dessous sont mis en recouvrement aux dates qui figurent en regard et sont déposés dans les bureaux de perception intéressés.

LE 31 OCTOBRE 1955. — *Impôt sur les bénéficiaires professionnels* : Casablanca—Roches-Noires, rôle 2 de 1955 (3) ; lot d'aménagement du Bas-Saïs, rôle 2 de 1955 ; circonscription des Zemmour, rôle 4 de 1954 (3) ; centre de Berkane, rôle 2 de 1955 ; Casablanca-Centre rôles 11 de 1952, 8 de 1953 (5 bis) ; centre de Bel-Air, rôle 2 de 1955 (12) ; Fès-Médina, rôle 1 de 1955 (4) ; circonscription de Fès-Banlieue, rôle 2 de 1955 (4) ; Oujda-Nord, rôle 2 de 1955 (2) ; centre d'Ahermoumou, rôle 1 de 1954 (2) ; Taza, rôle 5 de 1954 (5) ; Agadir, rôles spéciaux 18 et 19 de 1955 ; Casablanca-Centre, rôles spéciaux 128 et 129 de 1955 ; Casablanca-Nord, rôle spécial 57 de 1955 (4 bis) ; Casablanca-Sud, rôle spécial 57 de 1955 ; Fedala, rôle spécial 11 de 1955 ; Fès-Ville nouvelle, rôle spécial 6 de 1955 ; Meknès-Ville nouvelle, rôle spécial 27 de 1955 ; Oujda-Sud, rôle 15 de 1955 ; circonscription de contrôle civil d'Oujda, rôles spéciaux 1 et 2 de

1955 ; Port-Lyautey, rôle spécial 10 de 1955 ; centre de Berguent, contrôle civil d'El-Afoun, contrôle civil de Jerada, contrôle civil de Zellidja-Boukkèr, rôle 2 de 1955 ; Oujda-Sud, rôle 2 de 1955 (1 et 2) ; Casablanca-Mâarif, rôle 2 de 1955 (10 bis) ; Marrakech-Médina, rôle 2 de 1955 (2 et 3) ; Casablanca-Centre, rôles 8 de 1953, 5 de 1954 (5) ; Casablanca-Mâarif, rôles 5 de 1954, 2 de 1955 (7 et 13) ; Bel-Air, rôles 4 de 1953, 3 de 1954 (12) ; Casablanca-Sud, rôles 6 de 1953, 5 de 1954 (7), 53 de 1954 (4 bis), 1 de 1955 (13) ; circonscription de Benahmed, rôle 5 de 1954 ; circonscription d'Ouaouizarhte, rôle 4 de 1954 ; centre de Martimprey, rôle 5 de 1954 ; cercle d'Azilal, rôle 4 de 1954 ; cercle d'El-Ksiba, rôle 5 de 1954 ; Marrakech-Médina, rôle 4 de 1954 (2) ; circonscription de Dar-ould-Zidouh, rôle 2 de 1955 ; Rabat-Sud, rôle 2 de 1955 (3).

Patentes : Casablanca-Sud, 52^e émission 1954 (4 bis), 55^e émission 1953 (4 bis) ; Aïn-es-Sebaâ, 7^e émission 1952, 5^e émission 1953 ; Moulay-Bouazza, émission primitive de 1955.

Taxe d'habitation : Casablanca-Sud, 53^e émission 1953, 52^e émission 1954.

Taxe urbaine : Casablanca-Sud, 2^e émission 1954 (10 bis A) ; Casablanca-Centre, 2^e émission 1954 (6 bis).

Complément à la taxe de compensation familiale : Casablanca-Nord, rôles 2 de 1955 (2 bis et 4 bis), 8 de 1952, 4 de 1953, 3 de 1954 (2 bis), 2 de 1954 (4 bis) ; Fès-Ville nouvelle, rôles 5 de 1953, 4 de 1954, 2 de 1955 (1) ; centre d'Ouarzazate, rôle 1 de 1955 (2) ; circonscription des Aït-Ouirir, rôle 1 de 1955 (2) ; Marrakech-Médina, rôle 2 de 1955 (1 bis et 3) ; Ifrane, rôles 1 de 1952, 1 de 1953 ; Inezgane, rôle 2 de 1952 ; Meknès-Ville nouvelle, rôle 5 de 1954 (2) ; Casablanca-Mâarif, rôle 2 de 1955 (7) ; Casablanca-Bourgogne, rôles 4 de 1953, 4 de 1954 (8), 2 de 1955 (9) ; Casablanca-Sud, rôle 2 de 1955 (7) ; Casablanca-Ouest, rôle 2 de 1955 (9) ; circonscription de Tiznit, rôle 1 de 1955 ; centre et circonscription d'Azrou, rôle 2 de 1955 ; Aïn-es-Sebaâ, rôle 2 de 1955 (12) ; Taroudannt, rôle 1 de 1955.

LE 31 OCTOBRE 1955. — *Prélèvement sur les traitements et salaires* : Mogador, rôles 6 de 1952, 6 de 1953, 3 de 1954 ; Oujda-Sud, rôles 6 de 1952, 6 de 1953 ; Rabat-Nord, rôles 6 de 1952, 6 de 1953 ; Imouzzèr-du-Kandar, rôles 2 de 1953, 1 de 1954 ; Taza, rôles 5 de 1952, 4 de 1953 ; Fès-Ville nouvelle, rôles 9 de 1952, 7 de 1953, 3 de 1954 ; Casablanca-Nord, rôles 5 de 1953 (3), 4 de 1955 (3) ; Rabat-Nord, rôle 3 de 1954 (2) ; Rabat-Sud, rôles 9 de 1952, 7 de 1953 (2) ; Meknès-Médina, rôles 4 de 1953, 3 de 1954 ; Ksar-es-Souk, rôle 1 de 1954 ; Midelt, rôle 3 de 1954.

LE 15 NOVEMBRE 1955. — *Patentes* : Rabat-Sud, émission primitive de 1955 (art. 24.001 à 24.603), secteur 2 ; centre d'Azrou, émission primitive de 1955 (art. 1001 à 1638).

Taxe d'habitation : Rabat-Sud, émission primitive de 1955 (art. 20.001 à 23.347), secteur 2.

Taxe urbaine : Rabat-Sud, émission primitive de 1955 (art. 20.001 à 22.145), secteur 2 ; Azrou, émission primitive de 1955 (art. 1^{er} à 2428).

LE 25 NOVEMBRE 1955. — *Patentes* : Agadir, émission primitive de 1955 (art. 4001 à 4865) ; circonscription d'Agadir-Banlieue, émission primitive de 1955 (art. 2501 à 3362) ; Mogador, émission primitive de 1955 (art. 5001 à 6904), secteur 2 ; Casablanca-Sud, émission primitive de 1955 (art. 136.001 à 136.590, 255.001 à 255.764), secteur 10 bis A.

Taxe d'habitation : Agadir, émission primitive de 1955 (art. 15.001 à 17.200) ; Mogador, émission primitive de 1955 (art. 501 à 2413) ; Casablanca-Sud, émission primitive de 1955 (art. 130.001 à 131.739 et 250.001 à 252.990), secteur 10 bis A.

Taxe urbaine : émission primitive de 1955 (art. 1^{er} à 3842) ; Casablanca-Sud, émission primitive de 1955 (art. 130.001 à 132.110), secteur 10 bis A.

LE 5 NOVEMBRE 1955. — *Tertib et prestations des Marocains de 1955* : circonscription des Ida-Outanane, caïdats des Aït Ouanekrim et des Herroutèn ; circonscription des Aït-Baha, caïdat des Aït Quadrim ; circonscription d'Azemmour-Banlieue, caïdat des El Haouzia ; circonscription de Foucauld, caïdat des Oulad Abbou ; circonscription d'El-Kelâa-des-Slès, caïdat des Slès ; circonscription de Talate-n-Yakoub, caïdat des Goundafa ; circonscription d'Ouez-zane-Banlieue, caïdat des Rehouna ; circonscription de Petitjean, caïdat des Cherarda ; circonscription de Port-Lyautey-Banlieue, caïdat des Ameur Seflia ; circonscription de Taroudannt, caïdat des Mentaga ; circonscription d'Itherm, caïdat des Ida Oukensous ; circonscription de Bab-el-Mrouj, caïdat des Taïfa ; circonscription de Tahala, caïdats des Aït Abdelhamid, Zerarda, Aït Assou, Aït Serhrouchè de Harira ; circonscription de Taza-Banlieue, caïdat des Rhiata-Ouest ; circonscription des Aït-Abdellah, caïdat des Aït Abdellah ; circonscription de Mechrâ-bel-Ksiri, caïdat des Mokhtar ; circonscription de Sidi-Slimane, caïdat des Oulad M'Hamed ; circonscription de Zoumi, caïdat des Beni Mestara ; centre de Petitjean ; circonscription de Chemaïa, caïdat des Zerra-Sud ; circonscription d'El-Menzel, caïdat des Beni Yazrha ; circonscription d'Imouzzèr-du-Kandar, caïdats des Aït Serhrouchè d'Imouzzèr-du-Kandar et centre d'Imouzzèr ; circonscription de Tounfite, caïdat des Yahya-Sud ; circonscription du Had-des-Oulad-Frej, caïdat des Oulad Frej Abdelrhani ; circonscription de Mazagan-Banlieue, caïdat des Oulad Bouâziz-Centre ; pachalik de Fès ; circonscription de l'Issa, caïdat des Oulad Riab ; circonscription de Taounate, caïdat des Oulad Amrane ; circonscription de Karia-ba-Mohammed, caïdat des Oulad Aïssa ; circonscription des Srahna-Zemrane, caïdat des Oulad Khalouf ; centre d'Azrou ; circonscription de Tiznit, caïdat des Aït Tiznit ; circonscription des Ksima-Mesguina, caïdat des Ksima Mesguina ; centre d'Inezgane.

LE 30 OCTOBRE 1955. — *Tertib et prestations des Européens de 1955* : région de Rabat, circonscription de Salé-Banlieue, rôle spécial de 1955.

Le sous-directeur,
chef du service des perceptions,

PEY.